

Le hasard

– Rapport d'activités 2017 –



Bamako, Septembre 2018



François Koné, Responsable DEF



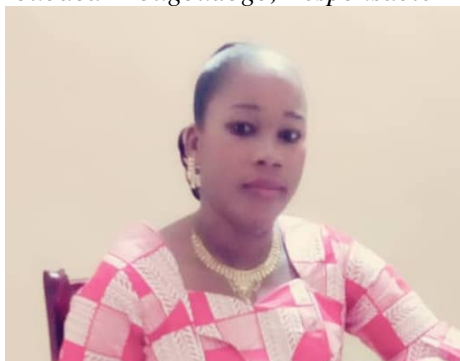
Wélé Fatoumata Sow, Responsable DIC



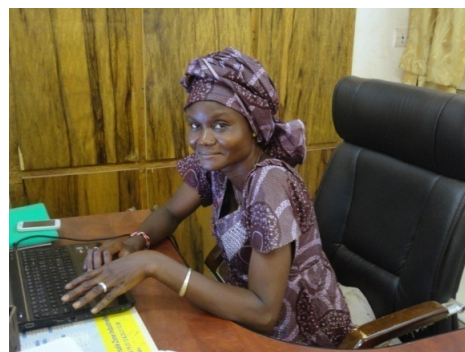
Boubacar Bougoudogo, Responsable DER



Moussa Coulibaly, Responsable DAF



Wélé Badiégué Diallo, comptable



Djénéba Diarra, assistante de recherche



Pr. Massa Coulibaly, Directeur exécutif

Table des matières

Avant-propos	1
Résumé exécutif	3
Introduction	5
1. Etudes et recherche.....	6
1.1. Développement durable	6
1.2. Croissance économique.....	12
1.3. Emploi.....	16
1.4. Finances	19
1.5. Santé.....	23
1.6. Genre.....	24
1.7. Offres diverses d'études et de recherche	30
2. Enquêtes	31
3. Formation et renforcement des capacités.....	35
3.1. Ateliers de formation	35
3.2. Renforcement de capacités.....	36
4. Communication et information.....	39
4.1. Dissémination.....	39
4.2. Café	40
4.3. Séminaires et conférences	42
5. Publications	47
5.1. Les Great_Cahiers.....	47
5.2. Le Great_Savoir	48
5.3. Base de connaissances	50
6. Partenariat	51
6.1. Institutions de recherche	51
6.2. Administration publique	51
6.3. Société civile	51
6.4. Partenaires techniques et financiers	52
7. Fonctionnement institutionnel	53
7.1. Programmation et responsabilisation des activités	53
7.2. Réunions statutaires	54
8. Suivi budgétaire.....	55
8.1. Système de gestion.....	55
8.2. Structure des dépenses	55
8.3. Source de financement.....	56
9. Programme d'activités 2018.....	57
Conclusions	61

Avant-propos

Si je n'étais pas électeur, je voterais



Les analyses sur les crises telles que nous vivons depuis 2012 avertissent qu'elles sont de nature à propager violences et conflits compromettant les perspectives économiques. Elles estiment à 20 points de pourcentage de taux de pauvreté de plus dans les pays touchés comparativement aux pays non en crise. Elles y voient comme impacts le ralentissement du processus de création de richesse et d'accumulation de capital, physique comme humain (fuite de cerveaux), la hausse des dépenses de sécurité au détriment des dépenses sociales, le tout dans un climat continu d'incertitude.

La crise sécuritaire, les conflits internes, les élections à répétitions sans que rien ne change, la vie chère, le marasme économique et les nombreux mouvements de grève, tout cela amène à réfléchir nos politiques, à penser notre avenir et à remettre en cause bien de nos certitudes. Est-ce trop demander que d'interroger le fonctionnement de notre démocratie, d'interroger l'utilité sociale de nos élections, d'interroger notre gouvernance. Au moins si l'on s'était donné la peine d'étudier les formes de désignation des gouvernants sous nos empires et royaumes anciens, à la Soundjata ou à la Biton. Les élus d'alors étaient des références de bravoure, d'intégrité morale et d'engagement pour le bonheur de leurs populations. Au lieu de cela, il nous est servi le système occidental d'élection avec ses multiples types de scrutins, scrutin majoritaire à un ou deux tours, scrutin proportionnel à multiples méthodes de répartition des voix (méthode du plus fort reste ou de la plus forte moyenne), scrutin mixte sous forme d'alchimie proportion-majorité. Le droit de vote est supposé être une avancée dans un pays où les citoyens rejettent le vote. On a supposé que nous n'avions pas ce droit alors qu'on le réclamait aux potentats d'hier. C'est faire de ce droit un idéal jamais expérimenté chez nous, sans interroger les formes de sélection des gouvernants que nous avons connues sous nos cieux. Et quand les sujets refusent ou rejettent ce plat froid servi, il ne reste plus qu'à l'y obliger en faisant du vote non plus un droit mais un devoir. Une telle obligation serait la solution à la légitimation des élus parce que gagner une élection avec 51% des 30% des électeurs qui ont pris part au vote diffère de gagner avec 51% des 99% de votants. On ferait ainsi des élections une des priorités du pays, élections qu'on veut sans cesse libres et transparentes sans jamais y parvenir. C'est juste le lieu d'exhiber les candidats et non leurs programmes, d'agiter l'argent et non des idées encore moins des valeurs, avec en prime des décomptes de voix bien plus décisifs que le vote lui-même. Si les élections tardent autant à produire des résultats satisfaisants, ne pas y prendre part pour éviter la reproduction de résultats néfastes devient salutaire.

D'expérience, nos élections ont fini par ériger au-dessus de nous une élite de politiciens dont les partis sont grassement financés par l'Etat au taux fixe d'impôt de 0.25% sur les impôts, et cela depuis 1992 pour un montant annuel de près de 2 milliards de fcfa que se partagent une poignée de partis dont les trois premiers prélèvent les trois cinquièmes, pour plus d'un million

de fcfa chacun par jour, ce qui en fait des partis-Etats. Tous les critères pour bénéficier de telles largesses de l'Etat tournent autour des seules élections, y avoir pris part et y avoir obtenu des élus. L'élection en soi procure ainsi de l'argent public aux politiciens sans que personne n'interroge son utilité. Pour davantage en faire la foire des riches, des cautions faramineuses filtrent l'entrée, 25 millions fcfa pour les présidentielles, 140 fois le seuil national de pauvreté. Maintenant que tout est ramené à l'argent, l'élection pousse les candidats à tout pour accéder au pouvoir et pour le conserver, mensonge, corruption, formation de ligues, etc. A réduire la démocratie à son seul côté électif, on aboutit à son rejet au profit de régimes anachroniques des plus abjects. Ceci n'est à l'avantage que des seuls élus. Il n'y a pas de haut fait d'électeur mais d'élus, personne ne dira que X s'est battu pour faire élire Y mais que Y s'est battu pour se hisser au sommet. Il est établi au Mali que la démocratie n'a de valeur que si elle peut satisfaire les besoins économiques de base de tout le monde.

Si l'élection a pu constituer un progrès par rapport au système d'hérédité, où est sa légitimité quand les citoyens y opposent des taux record d'abstention assimilables à un échec de la démocrate réduite aux élections. Le choix de scrutin est moins à l'ordre du jour que le choix de formes de suffrage comme entre l'élection et le tirage au sort. Historiquement, ce dernier système incarnerait plus de démocratie que l'élection. Il confère au citoyen la capacité à la fois d'être gouverné et gouvernant. D'expérience, les élections favorisent la constitution d'une petite élite de politiciens professionnels alors que le tirage au sort n'est fondé sur aucun statut social particulier, il ne peut donc induire aucun titre à gouverner, mieux il protège la liberté de candidature permettant de passer de gouverné à gouvernant et vice-versa ce qui accroît l'engagement politique de tous les citoyens et du fait de cette rotation des charges, il ne peut conduire à aucune formation d'élites ou de castes politiciennes. Les vertus du hasard lui sont transférées, entre autres, le désintérêt, l'impartialité et l'incorruptibilité. Redouter que le sort ne tombe sur des incompetents c'est oublier que l'élection le fait à coup sûr parce que portant sur des individus qui ne cherchent que le pouvoir. Il réduit drastiquement les coûts du suffrage contrairement aux coûteuses élections d'aujourd'hui avec importation de cartes d'électeurs, d'urnes et d'encre, etc. Si l'élection donne à coup sûr le pouvoir aux riches, le tirage au sort le peut aux pauvres. Comment arriver à un tel mode de désignation, qui du reste serait combiné à d'autres modes selon la nature des gouvernants et les domaines de la vie en société, probablement par référendum. Pour sa pleine réussite, il ne faut tirer que des volontaires, les soumettre à un examen d'aptitude, les surveiller en cours de mandat avec possibilité de les révoquer à tout moment, les évaluer en fin de mandat. Il faut en outre décentraliser les lieux de pouvoirs. Un récent sondage place le tirage au sort à un point d'écart en deçà du système actuel où les citoyens donnent le pouvoir à certains organismes de les représenter. Il est devancé de deux points par un système selon lequel les citoyens se prononceraient sur la plupart des questions nationales par voie référendaire, système auquel il peut utilement être combiné.

Comment comprendre que des gens veuillent gouverner sans qu'aucun dysfonctionnement de la chose publique ne les interpelle, dysfonctionnement prévisible dont ils se prémunissent du reste. C'est chercher à contrôler la distribution d'électricité en installant au préalable pour son propre compte un puissant groupe électrogène infailible et par la suite ne se sentir interpellé par aucune coupure de courant fut-elle intempestive. Dans un tel contexte, les anomalies passent pour la norme et nos souffrances pour notre mérite. Que d'importantes sommes d'argent soient chaque année consacrées à réparer des routes n'amène personne à s'interroger sur la qualité de construction des routes. Ce cycle infernal peut continuer, justifié seulement par notre état de pauvreté adulé pour permettre à des insoucians de perpétuer l'à peu près dans tout. Autant s'en remettre au hasard qui de toute évidence ne fera pas pire.

Résumé exécutif

Le présent rapport traite principalement des activités menées par GREAT au titre de l'année 2017 parmi lesquelles des études et recherche, des enquêtes, des formations et renforcements de capacités, de la communication et information et des publications. Ces activités ont été soutenues par le fonctionnement normal du département Administration et finance, des Institutions statutaires et par le dynamisme des partenariats nationaux et internationaux. Le rapport finit par une programmation succincte des activités prévues au cours de l'année à venir.

Comme travaux d'études et de recherche, les thématiques (i) Développement durable, (ii) Croissance économique, (iii) Emploi, (iv) Finances, (v) Santé et (vi) Genre, ont été privilégiées. En matière de développement durable, l'accent a été mis sur l'ODD 2 (Faim zéro) à travers 2 études commanditées par le Programme alimentaire mondial (PAM), une quantitative intitulée "Examen stratégique de la sécurité alimentaire et de la nutrition au Mali", et l'autre qualitative avec le même thème mais portant sur les cas spécifiques des régions de Kayes et Tombouctou. La troisième étude relative au Développement durable a porté "Impact des rappels de formation en matière de services collecteurs pré et post-récolte sur les petits producteurs agricoles au Mali".

Les études relatives à la croissance économique ont évalué les "Impacts des politiques économiques sur la croissance au Mali" et analysé "Les sources de la croissance économique au Mali". L'étude de l'emploi a produit le "Rapport principal de l'Enquête nationale sur l'emploi auprès des ménages (ENEM 2016)" et par l' "Analyse situationnelle annuelle sur le marché du travail (RASAMT 2016)".

Concernant les finances, 2 études ont été réalisées, la première sur l'amélioration de la performance du modèle de prévision du cadre budgétaire à moyen terme (CBMT) et la deuxième sur le financement de l'économie malienne. Quant à la santé, une seule étude a été réalisée intitulée "Etude sur les connaissances, attitudes et pratiques des populations des régions de Kayes et de Koulikoro sur les Maladies tropicales négligées (MTN)".

Le genre a été appréhendé par la "Mise en œuvre d'un outil de collecte de données sur les violences faites aux femmes au Mali", par 2 autres études sur les thèmes "Emploi informel et genre au Mali" et "Genre et valorisation du travail domestique non rémunéré".

En 2017, GREAT a mené au total sept enquêtes dont deux agricoles relatives aux pertes post-récolte et la transformation de cultures cibles (maïs, niébé, mil et sorgho) dans les régions de Koulikoro, Sikasso et Ségou en partenariat avec ISSER de l'Université Legon au Ghana. Les autres enquêtes portent sur le "Sondage sur la qualité de la démocratie et de la gouvernance au Mali" en partenariat avec Réseau Afrobaromètre, la micro-assurance en collaboration avec l'Université WAGENINGEN des Pays Bas, les Maladies tropicales négligées en partenariat avec PSI/Mali, la compétitivité des entreprises en partenariat avec le World Economic Forum et sur les violences faites aux femmes avec comme partenaire le CNDIFE.

Des activités de formation et de renforcement des capacités ont été menées conformément au programme d'activités 2017. Les formations données ont porté sur les techniques quantitatives à l'endroit des Assistants de l'université (Institut universitaire de gestion), l'analyse genre (traitement de données et production de rapports) à l'endroit des cadres du CNDIFE et sur le CBMT à l'endroit des agents de la DGB et de la DNPd. Aussi, le personnel et les

collaborateurs de GREAT ont-ils suivi des formations, notamment sur Eviews, sur le logiciel R, en Modélisation en équilibre général calculable (MEGC), en évaluation d'impact et en CAPI pour un renforcement de leur capacité à mener des études et recherche.

Au titre des publications, 6 rapports de recherche dans "Les Great_Cahiers", 12 Policy briefs dans "Le Great_Savoir". Toutes ces publications sont de libre accès dans la base de connaissances sur le site du groupe (www.greatmali.net).

Les activités de communication et information comprennent les séances de dissémination, Les "Café" et les séminaires et conférences à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. GREAT a organisé trois cafés avec respectivement comme thème "l'Alternance des partis politiques et permanence des hommes au pouvoir municipal dans la commune rurale de Sirakorolaé, "Les réformes politiques et les pratiques électorales à Mountougoula" et le Franc CFA. En plus des 8 huit séminaires et conférences nationaux comme internationaux, il a aussi participé à d'autres activités dont les réunions du Comité de prévision et de modélisation, et du réseau Think Tank UEMOA, de AERC, de IBP, d'Afrobaromètre, etc.

A ce jour, GREAT peut s'estimer heureux d'avoir pu conserver le partenariat, oh combien à lui bénéfique, de certaines institutions de recherche telles que Afrobaromètre, World Economic Forum, IBP, PEP et PSI/mali, CRES Dakar. A ces partenaires de longue date, se sont ajoutés ISSER, AGRA et SUMAfrica avec espoir d'une longévité tout aussi à toute épreuve. Au plan national, GREAT travaille de plus en plus étroitement avec la Cellule technique CSLP, l'INSTAT et certaines CPS, l'ONEF, la DNPd, la DGB, MEF, SWEDD ainsi que la presse, écrite comme audio-visuelle. Bien entendu, la recherche de partenariat se poursuit à tous les niveaux de l'administration, de la société civile, de la presse et des Partenaires techniques et financiers, internationaux comme nationaux.

Le Conseil d'orientation s'est réuni le 1^{er} juin 2017 sous la présidence du Directeur exécutif de GREAT, président du Conseil. L'ordre du jour portait sur l'adoption du compte rendu de la réunion du 30 avril 2016, l'examen et la validation du Rapport d'activités de l'année 2016 et du Programme d'activités 2017, l'actualisation du Plan stratégique de GREAT, l'actualité brûlante du pays et ses implications en matière d'études et de recherche notamment l'élaboration d'un modèle de cadrage et de prévision macroéconomique pour le Mali et les divers. Durant l'année 2017, la Direction exécutive a fonctionné normalement et tous les départements ont pu exécuter les activités programmées relevant de chacun d'eux. Au total cinq réunions de personnel ont été tenues sous la présidence du Directeur exécutif qui coordonne les activités des 4 départements. Ces réunions ont porté sur la planification des travaux en cours ou en instance d'exécution et la désignation du personnel responsable de chaque activité.

Selon le besoin, une partie de l'équipe exécutive s'est souvent retirée en ateliers résidentiels pour préparer ou exécuter certaines activités dans le souci de respecter les délais impartis. Au total ce sont 9 ateliers de 5 jours environ chacun qui se sont tenus durant l'année 2017.

La gestion administrative et financière s'est faite à travers la tenue de la comptabilité, le suivi budgétaire avec le logiciel Sage Comptable qui permet, entre autres, l'enregistrement régulier de tous les éléments d'exécution du budget (encaissements et dépenses), la réalisation de prévisions et projections et l'élaboration des états financiers en fin d'année.

Introduction

A la fin de chaque année, GREAT se donne la tâche de présenter non seulement le bilan des activités inscrites dans son programme de ladite année mais aussi les perspectives de la nouvelle à son Conseil d'orientation qui a en charge le contrôle de l'exécution desdites activités et la validation de programme de l'année nouvelle.

S'agissant des activités de l'année écoulée (2017), de nombreuses études et enquêtes furent menées. En matière de communication, en plus de sa participation à des séminaires et conférences, GREAT a aussi organisé des disséminations et des cafés qui est un tout nouveau produit de GREAT initié 2016.

Les études et recherches ont porté sur six thématiques, à savoir le développement durable essentiellement dominé par les études relatives aux ODD, la croissance économique en termes d'analyse de ses impacts et de ses sources, l'emploi, les finances, la santé et le genre. En plus de ces thématiques, des efforts ont été consentis en matière d'offres à des appels à candidature, malheureusement infructueuses.

Les enquêtes ont traité de la gouvernance et la démocratie en partenariat avec le réseau Afrobaromètre, de la compétitivité des entreprises avec WEF comme partenaire, de l'évaluation d'impact du programme de relance des paysans sur la productivité agricole avec ISSER en tant que partenaire, les pertes poste-récolte et la transformation des cultures cibles (maïs, niébé, mil et sorgho) en partenariat avec ISSER/AGRA, les maladies tropicales négligées en collaboration avec le PSI/Mali, la micro-assurance en Afrique en collaboration Wageningen University, les violences faites aux femmes avec comme partenaire CNDIFE.

De même, GREAT a assuré des formations en techniques quantitatives, en analyse genre et en Cadrage budgétaire en moyen terme (CBMT). Le personnel de GREAT a également bénéficié de formation en modélisation en équilibre général calculable, en évaluation d'impact, et sur les logiciels R, Eviews et CAPI.

Au Mali comme à l'international, Great a participé à des séminaires et à des conférences. Dans le domaine de la publication et de la promotion de la science et de la culture, Great publie régulièrement des Great_Cahiers des Great_Savoir, tous disponibles gratuitement sur le site de Great (www.greatmali.net). Une base de connaissance actualisée est disponible sur le site. Enfin, comme toute organisation, GREAT a pu régulièrement tenir ses réunions statutaires.

1. Etudes et recherche

1.1. Développement durable

☞ Examen stratégique de la sécurité alimentaire et de la nutrition au Mali



La République du Mali s'est engagée à atteindre les Objectifs de développement durable (ODD) qui ont été adoptés par les Chefs d'Etat et de Gouvernement du monde entier lors du sommet spécial des Nations Unies sur le Programme de développement

durable à l'horizon 2030 qui s'est tenu en septembre 2015 à New York. Les priorités nationales par rapport aux ODD ont été considérées lors de l'atelier national de sensibilisation, d'appropriation et d'identification des Objectifs de développement durable prioritaires, tenu les 14 et 15 novembre 2016 à Bamako.

Dans ce cadre, l'Objectif de développement durable 2, "Faim zéro", qui vise à "éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable" d'ici à 2030, a été identifié comme une priorité pour le Mali.

Problématique	L'examen minutieux de cet objectif, un exercice à caractère national, aide, à travers une approche participative qui implique l'ensemble des parties prenantes, à formuler des stratégies pour l'atteinte de cet objectif. La réflexion sur les besoins et les réponses nécessaires permet d'établir un référentiel afin de promouvoir une vision commune des défis et des lacunes dans les interventions pour pallier l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Pour ce faire, il faut aboutir à un consensus sur les actions prioritaires nécessaires permettant d'atteindre la "Faim zéro" d'ici 2030. L'objectif général visé est d'identifier les défis majeurs que doit surmonter le Mali pour réduire la faim à zéro.
Pertinence politique	Il s'agit de faciliter la mise en œuvre et le progrès vers la réalisation de l'ODD 2 et de l'ODD 17 afin de permettre au Mali d'œuvrer à éliminer l'insécurité alimentaire et la malnutrition, d'améliorer la qualité de l'engagement du PAM et des autres partenaires au développement auprès du Gouvernement, aligner cet engagement sur les objectifs de développement nationaux et faciliter les consultations stratégiques. L'intérêt est de déterminer les progrès atteints, d'identifier les objectifs et les cibles dans les plans nationaux et de discuter et prioriser les actions à mener.
Revue de littérature	✓ Commission européenne (2016), Sahel: Crise alimentaire et nutritionnelle, Fiche-info Echo, Aide humanitaire et protection sociale, juillet ✓ IPAR (2010), Instruments de politique agricole – Quels choix en Afrique de l'Ouest? Octobre ✓ OCDE (2015), Mali: Vers une stratégie nationale de développement multisectorielle, participative et territorialisée, Conférence internationale pour la relance économique et le développement du mali – Bâtir un Mali émergent, Document de séance n°8 ✓ République du Mali (2016), Politique nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PoINSAN), Tome 1 : Analyse diagnostique de la situation alimentaire et nutritionnelle au mali, septembre

	✓ République du Mali (2016), Politique Nationale de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PolNSAN), Tome 2 : Draft de la politique nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle du mali, octobre ✓ République du Mali (2011), Stratégie pour le développement du secteur agroalimentaire au Mali, juillet ✓ WFP (2016), Mali country strategy (2015-2017)
Méthodologie	La méthodologie utilisée combine ✓ la revue documentaire ✓ l'analyse statistique de données ✓ l'évaluation de politiques/programmes
Données utilisées	✓ Balance des paiements ✓ Comptes économiques ✓ EMOP 2010, 2011, 2013, 2014, 2015 ✓ SMART 2015 ✓ Enquête agricole 2016-2017 ✓ RGA 2004 ✓ Annuaire statistiques 2016 et 2017 ✓ Recensement industriel 2014
Principaux résultats	✓ La faible mise en œuvre des politiques et programmes ✓ Les aléas climatiques conditionnent encore la production agricole et ont tendance à réduire l'efficacité des politiques agricoles ✓ L'intégration limitée des marchés pour les petits exploitants agricoles s'explique, entre autres, par les coûts relativement élevés des intrants et la faible productivité, l'insuffisance et la vétusté des réseaux routiers et les coûts élevés de transport, l'accès limité à l'information et au crédit. ✓ Le faible pouvoir de négociation à cause du commerce individuel, la rareté de la transformation des produits avant commercialisation et les normes de qualité des commerçants formels hors de portée des petits exploitants ont aussi tendance à réduire cette intégration ✓ Le manque de plaidoyer en faveur des questions de sécurité alimentaire et nutritionnelle et de la faim zéro est un vide à combler pour obtenir l'adhésion de tous les acteurs et communautés afin de multiplier les chances de réussite des programmes et projets de sécurité alimentaire et nutritionnelle. ✓ Les importants gaspillages et pertes alimentaires surviennent à l'occasion des récoltes, du stockage et manutention post-récolte et au cours de la transformation ✓ L'éventail des interventions nutritionnelles et sensibles à la nutrition mises en œuvre en Mali n'est pas à la hauteur du niveau et de l'adéquation requise compte tenu de l'ampleur du problème
Recommandations	Pour une plus grande pertinence et l'adéquation des réponses au risque climatique et aux désastres, des actions s'avèrent nécessaires. ✓ Dans le cadre du renforcement et de la protection des agriculteurs et des autres : (i) renforcer les connaissances et aptitudes des agriculteurs pour adapter la production au changement climatique, (ii) développer un système de sensibilisation aux risques climatiques et aux désastres, (iii) développer une stratégie de protection sociale en faveur des pauvres, (iv) renforcer les mécanismes de protection sociale publique basée sur la marché, (v) améliorer les mesures d'assistance pour minimiser les impacts négatifs et les conséquences de la sécheresse et des inondations. ✓ En matière de techniques agricoles : (i) promouvoir une agriculture climat-intelligente dans la production de cultures et l'élevage, (ii) accroître l'irrigation et renforcer la maintenance des systèmes/structures communautaires. Pour des marchés plus intégrés pour les petits exploitants agricoles ✓ étendre le soutien aux producteurs à la production, la commercialisation, la gestion post-récolte et le contrôle de qualité des produits, ✓ établir et maintenir des agents de services de vulgarisation sur les tendances du marché, les règles et pratiques commerciales, ✓ promouvoir les liens entre les agro-transformateurs et les exportateurs et établir des centres d'information commerciale ✓ assister les petits exploitants au développement de coopératives agricoles ✓ réguler les marchés qui sont sensibles aux besoins des petits exploitants agricoles et introduire des subventions intelligentes sans distorsion de marché.

	Pour l'adoption formelle du défi de la faim zéro : ✓ développer une stratégie de sensibilisation des communautés au changement de comportement pour la consommation et le régime alimentaire sain, ✓ engager les organisations de consommateurs à plaider en faveur de la sécurité alimentaire, de la qualité, de la nutrition, ✓ engager la société civile pour faire pression en faveur de la mise en œuvre des programmes nationaux ✓ exploiter les opportunités de changement politique sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle et sensibiliser aux systèmes endogènes de savoir sur la préservation de la nourriture. ✓ conduire une étude sur l'effet de la sous-nutrition et l'insécurité alimentaire sur la croissance économique Pour une plus grande attention aux pertes et gaspillages ✓ accroître l'investissement dans la recherche et le développement des technologies et innovations le long de la chaîne des valeurs et en faisant le suivi des pertes et gaspillage le long des chaînes de valeur ✓ promouvoir le développement des infrastructures (e.g. réhabilitation des routes, énergie, facilités de stockage), ✓ l'ouvrir un dialogue avec le secteur privé pour réduire les tarifs et les coûts d'importation ✓ instaurer des subventions ciblées aux fournisseurs d'outils et équipement de stockage. Pour mettre fin à la faim et garantir l'accès à des aliments sains, nutritifs et suffisants pour les maliens, toute l'année, y compris ceux affectés par les conflits, ✓ étendre la protection sociale et les filets sociaux ✓ répondre aux besoins humanitaires immédiats des ménages et des communautés touchés par le conflit
--	---

☞ **Examen stratégique de la sécurité alimentaire et de la nutrition au Mali : approche qualitative dans les cas de Kayes et Tombouctou**



L'examen stratégique de la sécurité alimentaire et de la nutrition au Mali s'est fait par 2 approches. La première approche est basée sur l'analyse documentaire et la deuxième, objet de cette étude, a utilisé des entretiens individuels avec des informateurs clés dans toutes les régions et le district de Bamako, à l'exception de Kidal, sur les thèmes de l'insécurité alimentaire, la malnutrition et la protection sociale. Les entretiens qualitatifs ont permis de renseigner, dans les régions visitées et

auprès des informateurs clés rencontrés, l'insécurité alimentaire à travers la disponibilité, l'accessibilité, les causes de l'insécurité s'il y en a, les activités, politiques et programmes de sécurité alimentaire, les stratégies de résilience des populations et les défis à relever pour la faim zéro dans les régions. Les entretiens sur la malnutrition ont essentiellement porté sur les causes du syndrome, les activités, politiques et programmes de lutte, la résilience des populations et les défis à relever pour venir à bout du fléau. La protection sociale a été abordée à travers ses 3 composantes y compris la nutrition en plus de la santé et l'éducation. Les activités concernées sont celles relatives aux mutuelles de santé, à la santé, aux filets sociaux et aux questions de gouvernance.

Problématique	Les résultats et les tendances décelés par les analyses objectives de données quantitatives trouvent souvent leurs explications dans des variables socioculturelles et religieuses. Les croyances, les attitudes et les perceptions des populations entrent en ligne de compte aussi bien dans l'alimentation et la nutrition que dans la protection sociale et ses composantes santé et éducation. Ces considérations peuvent jouer dans un sens ou dans l'autre et se dresser comme de véritables entraves qui défient les mesures politiques classiques tendant à induire des changements positifs sans leur prise en charge spécifique. Pour cela il est nécessaire de les connaître et d'analyser leurs liens avec les sujets étudiés notamment par des interviews auprès de personnes ressources locales. Ces personnes ressources, en raison de leur expertise sur les sujets et de leur expérience dans la région, sont aussi à même de fournir des éléments de contexte historique et géographique pertinents propres à la région concernée. Elles peuvent aussi analyser les interventions des projets/programmes locaux, des PTF et des divers acteurs
Pertinence politique	Les entretiens qualitatifs permettent d'analyser les éventuelles pesanteurs socioculturelles ou religieuses, les spécificités historiques et géographiques locales pour leur prise en charge dans la formulation, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques de sécurité alimentaire, de nutrition et de protection sociale.
Revue de littérature	✓ SAP (2017) ✓ DRA Kayes (2017) ✓ DRDSES (2017) ✓ DRPIA Kayes (2016) ✓ République du Mali (2011) ✓ Rapport d'activités 2016 de Kayes ✓ DRPSIAP Tombouctou (2016)
Méthodologie	✓ Entretiens qualitatifs avec des informateurs clés ✓ Revue documentaire
Données utilisées	✓ Données qualitatives des entretiens individuels
Principaux résultats	✓ Kayes suffisamment de céréales pour ravitailler toute la région ✓ Tombouctou déficit céréalier sauf pour le riz ✓ Cheptel important des deux régions et importante production de lait ✓ Œuf utilisé dans de nombreux sacrifices mais la taille du ménage serait un handicap à sa consommation par les populations. ✓ Pas d'interdit alimentaire à proprement parlé lié au poison ✓ Persistance de l'insécurité alimentaire dans les 2 régions en raison de facteurs climatiques, le phénomène migratoire et l'orpaillage ✓ Principaux moyens de subsistance ou résilience : vente de bétail et les produits forestiers. ✓ Malnutrition : un problème préoccupant, surtout chez les enfants de moins de 5 ans, en raison du niveau de production surtout de céréales, des habitudes alimentaires et donc aussi la qualité des aliments, aux prix et dans une certaine mesure l'absence de politiques vigoureuses d'éradication. ✓ Projets/programmes et intervenant : GIZ, les DRPIA (Direction régionale des production et industrie animale), les coopératives, les éleveurs, les agropasteurs CSCOM/ URENAM et URENAS, les ASC (Agent de santé communautaire), les femmes à travers les foyers d'apprentissage et de réhabilitation nutritionnelle (FARN), UNICEF, PAM, Croix rouge, et l'Etat à travers Jigisèmè yiri.
Recommandations	✓ Kayes : plus de semences que d'aliments et l'aide des migrants aurait pu être matérielle que financière. ✓ Tombouctou : s'appuyer sur les périmètres irrigués villageois et valoriser les produits locaux d'autant plus qu'en certaines périodes, certains hameaux ont trop de lait qu'ils versent et en d'autres périodes, ils vont aller acheter du lait, l'aide alimentaire est devenue incontournable ✓ Pour les interviewés : il faut des barrages, des retenues d'eau, ✓ Il faut intégrer la dimension sécurité dans toutes les activités de développement ✓ Pour combattre la malnutrition, il faut conjuguer les efforts de tous les partenaires et que l'Etat fasse de cette lutte une priorité

☞ Impact des rappels de formation en matière de services collecteurs pré et post-récoltes sur les petits producteurs agricoles au Mali



Bien que l'agriculture demeure la principale source de revenus pour la plupart des ménages en Afrique subsaharienne (ASS), les conditions de la production agricole dans le sahel restent très précaires avec un rendement plus bas que la moyenne en zone ASS. A cet effet, pour la période 2010-2014, le Mali a enregistré 434 kg/ha contre 1307 kg/ha pour la zone ASS (FAOSTAT, 2017). En plus des conditions climatiques défavorables, cette situation est attribuable à une myriade de problèmes liés au manque d'accès aux intrants agricoles, à la mauvaise gestion de la qualité post-récolte des céréales, à la mauvaise organisation des producteurs, à l'accès limité au crédit, et au sous-développement des marchés des céréales.

A Sikasso bien que le coton soit de loin la culture la plus commercialisée, l'activité

agricole reste dominée par la production de céréales (maïs, sorgho, millet et riz). La région renferme d'énorme potentialité dans la culture de céréales qui la hisse au rang du "grenier" du Mali. Malgré cet énorme potentiel dans la culture de céréales dans la région de Sikasso, la productivité reste faible, faisant que le pays importe en conséquence de grandes quantités de céréales. Les zones agricoles dans la région souffrent du manque de grands producteurs agricoles, de puissantes coopératives.

Les producteurs perçoivent les pertes post-récoltes comme une menace pour leur sécurité alimentaire (AGRA, 2014). La faible production et la faible qualité des céréales entravent l'accès à certains types de marchés par les producteurs. Les producteurs ont besoin des formations en gestion pré- et post-récoltes, entraînant l'amélioration de la qualité des céréales et rehaussant leurs prix, ce qui affecte, par conséquent mais positivement les revenus des producteurs.

Problématique	Il s'agit d'évaluer l'impact supplémentaire des rappels par téléphone mobile des messages-clés de la formation au sujet du traitement des céréales et des activités de gestion pré- et post-récoltes sur la gestion et les comportements des petits producteurs dans la zone d'étude choisies dans la Région de Sikasso au Mali.
Pertinence politique	Les interventions visent à s'attaquer à certaines des principales contraintes de l'agriculture dans la région, qui incluent le manque d'accès aux intrants agricoles, la mauvaise gestion post-récolte de la qualité des céréales, la mauvaise organisation des producteurs, l'accès limité au crédit, ainsi que le sous-développement des marchés céréaliers. Les résultats attendus dans l'ensemble sont l'augmentation des revenus des petits producteurs de la région.
Revue de littérature	✓ AGRA (2014). Establishing the status of postharvest losses and storage for major staple crops in eleven African countries (Phase II). Alliance for a Green Revolution in Africa, Nairobi, Kenya. Available: https://agra.org/, Last accessed: 11.07.17. ✓ Compton, J. A. F., Floyd, S., Magrath, P. A., Addo, S., Gbedevi, S. R., Agbo, B., Bokor, G., Amekupe, S., Motey, Z., Penni, H. & Kumi, S. (1998). Involving céréales traders in determining the effect of post-harvest insect damage on the price of maize in African markets. Crop Protection, 17(6), 483-489. ✓ Dawes, M., Murota, R., Jera, R., Masara, C. & Sola, P. (2009). Inventory of Smallholder Contract Farming Practices in Zimbabwe. SNV Netherlands Development Organisation. Available: http://www.snvworld.org/, Last accessed: May 5 2014.

	✓ Dzanku, F. M. (2015). Household-specific food price differentials and high-value crop production in rural Ghana. <i>Food Policy</i>, 57, 73-82. ✓ Fafchamps, M. & Hill, R. V. (2005). Selling at the farmgate or traveling to market. <i>American Journal of Agricultural Economics</i>, 87(3), 717-734. ✓ Iguaz, A., Rodriguez, M. & Virseda, P. (2006). Influence of handling and processing of rough rice on fissures and head rice yields. <i>Journal of Food Engineering</i>, 77(4), 803-809. ✓ Minot, N. & Sawyer, B. (2016). Contract farming in developing countries: Theory, practice, and policy implications. <i>Innovation for inclusive value-chain development: Successes and challenges</i>, International Food Policy Research Institute (IFPRI), Washington, DC, 127-158. ✓ Muamba, F. M. (2011). Selling at the farmgate or traveling to the market: a conditional farm-level model. <i>The Journal of Developing Areas</i>, 44(2), 95-107. ✓ Park, A. (2006). Risk and Household Céréales Management in Developing Countries. <i>The Economic Journal</i>, 116(514), 1088-1115. ✓ Stephens, E. C. & Barrett, C. B. (2011). Incomplete credit markets and commodity commercialisation behaviour. <i>Journal of Agricultural Economics</i>, 62(1), 1-24. ✓ Wooldridge, J. M. (2010). Correlated random effects models with unbalanced panels. Manuscript. Available: http://econ.msu.edu/faculty/wooldridge/docs/, Last accessed: 5 March 2012. ✓ Zanello, G., Srinivasan, C. S. & Shankar, B. (2014). Transaction Costs, Information Technologies, and the Choice of Marketplace among Farmers in Northern Ghana. <i>The Journal of Development Studies</i>, 50(9), 1226-1239.
Méthodologie	✓ Les enquêtes de base et de suivi ✓ Revue de littérature ✓ Application de la méthode des essais contrôlés randomisés (ECR) sur les deux bases de données ✓ Envois des messages téléphoniques relatifs à la formation reçue d'AMEDD au groupe de traitement.
Données utilisées	Données des enquêtes de base et de suivi des rappels des services de collecte pré et post-récolte en collaboration dans les cercles de Koutiala, Sikasso et Yorosso.
Principaux résultats	✓ Les résultats de l'impact ne montrent aucun impact significatif des rappels sur les coûts de récolte ✓ Les résultats de la régression ne montrent aucun signe d'impact de l'intervention "téléphones mobiles et rappels" sur les services reçus de collecteurs. ✓ Les résultats montrent que le groupe traité semble avoir une incidence plus élevée de stockage mais significatif qu'au niveau de 10 % et il n'y a pas d'incidence sur la part des céréales stockées. ✓ Les hypothèses ont permis de savoir que les rappels ont eu un impact positif sur le comportement de stockage amélioré, même après le contrôle des autres covariables telles que le type de céréales, la distance aux marchés, entre autres. ✓ Il n'y a aucun signe visible de l'impact de l'intervention téléphone mobile et des rappels sur la décision de vendre aux centres de collecte ou non n'a été observé ✓ Les téléphones mobiles et les rappels par messagerie vocale sur mobiles ont réduit sur les pertes pré-récoltes des céréales de manière significative, mais n'ont eu aucune incidence sur les pertes post-récoltes de céréales. ✓ Les téléphones mobiles et les rappels par messagerie vocale sur mobiles ont eu un impact positif significatif sur la sécurité alimentaire des ménages. ✓ Aucun impact significatif du traitement sur la part de revenu issu des céréales et le revenu total du ménage. Compte tenu de l'intervalle entre le traitement et l'enquête finale, il est possible que même si les pertes de récolte étaient réduites et le pouvoir de marché du petit producteur amélioré de manière significative, il faudrait du temps pour détecter l'impact sur les revenus.
Recommandations	✓ Réfléchir plus attentivement sur les approches pour stimuler l'adoption de technologies agricoles en Afrique rurale au-delà des approches traditionnelles de savoir. ✓ Augmenter l'utilisation des téléphones mobiles dans les régions pourrait être considérée comme un véhicule pour prodiguer, "en temps réel", des conseils de technologies agricoles aux producteurs.

1.2. Croissance économique

☞ Impacts des politiques économiques sur la croissance au Mali



Au Mali, le Gouvernement, dans sa quête de la consolidation de la stabilité macroéconomique et de la relance de la croissance, a élaboré et mis en œuvre des politiques et stratégies de développement dont la dernière est le Cadre stratégique pour la croissance économique et le développement durable (CREDD). C'est ainsi que sur la période 2016-2018, l'Etat a décidé de manière volontariste d'affecter 15% du budget national au secteur de l'agriculture qui pourrait se traduire par une augmentation de l'investissement dans ce secteur. En effet, contrairement aux pays de l'OCDE, les politiques agricoles des pays en développement visent les "objectifs traditionnels", à savoir (i) améliorer le revenu des ménages agricoles, (ii) assurer la stabilité des prix et (iii) la sécurité alimentaire (OCDE, 2007). Cet effort budgétaire combiné à la mise en œuvre de la Loi d'orientation agricole

(LOA) permettrait une certaine mécanisation de l'agriculture qui pourrait se traduire par la mise en valeur des potentialités agricoles et agroalimentaires aussi bien dans la zone Office du Niger (ON) que dans les autres zones de production agricoles. Il est donc attendu de cet effort l'atteinte de 6.4% du secteur primaire à l'horizon 2018 (LOA). De plus, il est attendu que la composante agriculture vivrière hors riz tire le secteur primaire dans l'ordre de 6.8% de taux de croissance à l'orée 2018.

A côté de ces mesures, l'Etat a élaboré et mis en œuvre des politiques dans presque tous les domaines de la vie économique allant des secteurs sociaux (éducation, santé, eau, etc.) et au secteur du sport en passant par les politiques culturelles, minières, énergétiques, etc.

A travers cette étude, la Direction nationale de la planification du développement (DNPd) avec l'appui du Programme d'appui à la gouvernance économique (PAGE) vise à cerner et analyser l'impact de l'ensemble des politiques économiques mises en œuvre au Mali pour impulser la croissance.

Problématique	De l'indépendance à nos jours, l'Etat a élaboré et mis en œuvre une multitude de politiques économiques, macroéconomiques et sectorielles, avec très souvent la croissance économique parmi les objectifs visés. En fonction des instruments et des objectifs visés on peut distinguer, entre autres, des politiques budgétaires, des politiques de création d'emploi, des politiques monétaires et de stabilité des prix, des politiques fiscales, des politiques commerciales. Malgré tout, en dehors du suivi-évaluation classique, on ne dispose pas à ce jour d'une évaluation crédible de l'impact de ces politiques sur la croissance économique au Mali. Cette étude cherche à combler ce vide en conduisant une évaluation rigoureuse des impacts réels de ces différentes politiques, du point de vue de la croissance économique.
Pertinence politique	L'identification et la quantification des impacts des politiques économiques pour : ✓ Identifier les meilleures politiques du point de vue de la croissance générée, de les prioriser et de les appliquer intensément ✓ Apporter des correctifs aux politiques qui ont moins d'impacts et aider à la formulation de politiques futures
Revue de littérature	✓ Antoine Bozio (2013) : L'évaluation des politiques publiques : enjeux, méthodes et institutions, août

	✓ Paul J. Gertler, Sebastian Martinez, Patrick Premand, Laura B. Rawlings, Christel M. J. Vermeersch (2011): Impact evaluation in practice, The World Bank ✓ Robert Chambers, Dean Karlan, Martin Ravallion and Patricia Rogers (2009): Méthodologie de l'évaluation d'impact : présentation de différentes approches, Working paper N°4 in french, International Initiative for impact evaluation, juillet ✓ Souleymane Kormodo (2011) : Impacts des politiques fiscales sur l'économie Burkinabé: simulation à l'aide d'un modèle d'équilibre général calculable, Ecole nationale supérieure de statistique et d'économie appliquée d'Abidjan - Ingénieur statisticien économiste 2011
Méthodologie	La méthodologie utilisée comprend ✓ la recherche documentaire ✓ le cadrage macroéconomique, ✓ la modélisation économétrique, ✓ la modélisation en équilibre général calculable (MEGC).
Données utilisées	✓ Comptes économiques du Mali ✓ Tableau entrée-sortie (TES) ✓ Tableau des opérations financières de l'Etat (TOFE) ✓ Balance des paiements ✓ Données d'enquêtes ELIM et EAC ✓ Données du Recensement industriel ✓ Matrice de Comptabilité Sociale (MCS) / GREAT
Principaux résultats	✓ Le taux de croissance du Mali évolue en dents de scie entre 1981 et 2016, passant de 1.7% à 5.8% ✓ Depuis 2016, 15,1% du budget national consacré au secteur agricole. ✓ Taux de croissance autour de 4.3% ces dix dernières années malgré des chocs exogènes ✓ Augmentation du rendement du capital dans le secteur agricole avec le plus grand score pour le riz (0,85%), suivi des cultures de rente (0,77%) et de l'élevage (0,75%) ✓ la politique de subvention aux engrais par le biais de l'augmentation du transfert public aux ménages et celle de l'augmentation de l'offre de travail profitent mieux aux ménages, favorisent la création de valeur ajoutée dans certains mais conduisent au finish à une baisse du PIB ✓ Seuls quatre secteurs sur 18 ont vu leur valeur ajoutée diminuée. ✓ Ces politiques augmentent légèrement le revenu de l'entreprise et celui du gouvernement
Recommandations	En matière de rendement de capital, le scénario 4 (augmentation de l'offre de travail de 10%) est la politique la mieux indiquée. L'Etat par un interventionnisme fort peut encourager l'activité économique par des politiques de demande et limiter voire interdire les licenciements. Avec cette politique, seuls quatre secteurs voient leur rendement de capital diminué. Bien qu'ils diminuent les revenus des entreprises, le scénario 2 à savoir la politique fiscale d'augmentation des recettes de l'Etat dans le cadre de la rationalisation des exonérations à travers l'augmentation des prix à l'importation et le scénario 5 (l'augmentation des dépenses publiques) sont favorables à l'augmentation, certes faible (0,02%), du PIB. Des études complémentaires peuvent être menées pour analyser les conditions d'optimisation des effets positifs de ces politiques sur la croissance.

☞ Les sources de la croissance économique au Mali



Pour tous les pays du monde, la croissance économique représente un enjeu majeur parce qu'elle conditionne l'amélioration du niveau de vie de leurs populations. Elle demeure pour les pouvoirs publics, l'objectif principal de la politique économique. Le Mali, un pays en développement, dans le but d'améliorer le bien-être de sa population, a toujours conçu et mis en œuvre plusieurs politiques économiques telles que la planification centralisée (opérationnalisée par des plans quinquennaux de développement économique et social successifs), la politique d'ajustement structurel et les politiques de réduction de la pauvreté. La dernière en date est le Cadre stratégique pour la relance économique et le développement durable (CREDD). L'objectif global du CREDD 2016-2018 est de rendre possible la perspective de l'atteinte des ODD d'ici 2030, en se fondant sur les potentialités et les capacités de résilience pour promouvoir un développement inclusif en faveur de la réduction de la pauvreté et des inégalités dans un Mali apaisé et uni. Pour y parvenir, le CREDD ambitionne de réaliser

un taux de croissance du PIB de 6,4% en moyenne par an sur la période 2016-2018.

Les résultats de la mise en œuvre de toutes ces politiques économiques restent en deçà des attentes. En effet, les cinq dernières années (2011-2015), l'économie malienne a enregistré une croissance moyenne de 3,5% du PIB. Cette croissance, relativement faible du fait, entre autres, de la crise en 2012, ne permet pas à l'économie malienne d'amorcer le développement escompté surtout que la population malienne croît à un rythme de 3,6% par an. En 2014, grâce à la reprise des activités économiques, le taux de pauvreté a très légèrement diminué à 46,9%.

Quelles que soient les politiques mises en œuvre, les objectifs d'amélioration du bien-être de la population ne peuvent être atteints sans une croissance économique forte, soutenue, durable et redistributive. La croissance économique est l'augmentation soutenue, sur une période longue, de la production de biens et de services d'un pays. Sa mesure se fait à travers le taux de croissance du Produit intérieur brut à prix constants (PIB), calculé par année. Lorsqu'elle est inclusive, la croissance économique assure la prospérité économique, sociale et humaine.

Problématique	La compréhension de la croissance, de ses mécanismes, de ses déterminants, de ses sources et de ses obstacles pour mieux la maîtriser est une nécessité pour les décideurs et les concepteurs des politiques économiques. Dans la littérature, plusieurs facteurs sont réputés être des sources de croissance économique, parmi lesquels on peut distinguer les richesses naturelles, l'environnement extérieur, la population, l'innovation (concept qui ne concerne pas seulement le progrès technique), l'investissement, l'éducation ou la connaissance, la cohérence du développement (concordance et complémentarité entre les politiques sectorielles) et la gouvernance. De même, une analyse par secteur économique permet de distinguer la contribution de chaque secteur à la croissance du PIB, compte tenu de son poids dans l'économie et de la croissance interne de sa production. Tous les secteurs de l'économie malienne contribuent différemment à la croissance économique. Il s'agit donc d'aller à la source du phénomène et de chercher des éléments de réponse à la question de savoir quel est
---------------	--

	le secteur ou l'élément essentiel qui tire la croissance économique au Mali ?
Pertinence politique	L'étude sur "les sources de la croissance économique au Mali" est initiée par la Direction nationale de la planification du développement (DNPd) en vue d'aider les décideurs à faire le choix des orientations et stratégies possibles du développement inclusif et durable.
Revue de littérature	✓ Gérard Chambas, et al (2000), Mali : les facteurs de croissance à long terme, OCDE, programme de recherche sur l'Afrique émergente, février ✓ Massa Coulibaly et Amadou Diarra (2006), Revue de la littérature sur la pauvreté : Rapport de synthèse, Les Great Cahiers n°19, Bamako, Octobre-Décembre ✓ Dedewanou Finagnon Antoine (2015), Analyse comparative des déterminants de la croissance des pays de l'UEMOA et des pays à forte croissance, Revue d'Analyse des politiques économiques et financières Volume 1 - Numéro 1 pp 41 – 68, Août ✓ République du Mali/Sécrétariat à l'harmonisation de l'aide (2015), Bilan PRED 2013-2014, Bamako ✓ Banque mondiale, Doing Business 2017
Méthodologie	La méthodologie utilisée dans cette étude combine la décomposition du taux de croissance du PIB, l'analyse économétrique et l'analyse diagnostic de la croissance au Mali. Pour ce faire, l'équipe a procédé par : ✓ la revue documentaire sur les études et travaux de recherche ✓ la collecte de données quantitatives et qualitatives sur les agrégats macroéconomiques au niveau national et sectoriel ✓ l'analyse des données collectées par 3 méthodes complémentaires (i) la décomposition du taux de croissance du PIB entre les différentes branches et/ou secteurs, (ii) l'économétrie des séries temporelles pour analyser les déterminants de la croissance, (iii) le diagnostic de la croissance pour identifier les facteurs qui empêcheraient la pleine réalisation du potentiel de croissance dans le pays.
Données utilisées	✓ Comptes nationaux 2017 du Mali ✓ Doing Business 2017
Principaux résultats	✓ La répartition du PIB par secteur d'activités économiques montre la prédominance des secteurs primaire et tertiaire avec un léger avantage au tertiaire (39% du PIB sur la période 1980-2016) ✓ Le pays serait plutôt une économie à 2 moteurs de croissance, le tertiaire et le primaire, le premier étant légèrement plus puissant que le second. ✓ un effet positif de la composante consommation finale des ménages de la demande globale ✓ un effet positif du capital physique sur la croissance ✓ l'offre d'électricité semble constituer un obstacle à la bonne marche des affaires au Mali
Recommandations	Des résultats obtenus on tire plusieurs recommandations parmi les quelles • promouvoir une agriculture intensive, moins dépendante des aléas climatiques et respectueuse de la nature par la poursuite des aménagements hydroagricoles, de la subvention des équipements et intrants agricoles, • élaborer et mettre en œuvre une stratégie de sécurisation foncière des terres à usage agricole y compris des exploitations agricoles familiales, • développer une économie de filière par la promotion des industries de transformation des produits agropastoraux, • accroître le financement étatique du Budget spécial d'investissement, • diminuer les coûts et faciliter les conditions du crédit à la consommation pour les ménages

1.3. Emploi

Rapport principal de l'Enquête nationale sur l'emploi auprès des ménages (ENEM 2016)



Depuis sa création l'Observatoire nationale de l'emploi et de la formation (ONEF) produit périodiquement le rapport principal de l'Enquête nationale sur l'emploi auprès des ménages (ENEM), réalisée à travers le dispositif de l'EMOP. L'ONEF est chargé de conduire des études et recherches afin d'évaluer les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la Politique nationale de l'emploi et de la formation professionnelle. La production et la publication annuelle des indicateurs sur le marché du travail à

partir des données de l'ENEM s'inscrivent dans ce cadre. La nécessité d'actualiser ces indicateurs pour les pays et notamment pour le Mali est apparue suite à la 19^{ème} Conférence internationale des statisticiens du travail, à l'issue de laquelle une nouvelle résolution a été adoptée. Elle a fixé des normes concernant les statistiques du travail afin d'aider les pays à actualiser et intégrer leurs programmes statistiques existants dans ce domaine. Elle définit le concept statistique de travail à titre de référence et propose des concepts, définitions et directives opérationnels pour (i) les sous-ensembles distincts d'activités productives, appelées formes de travail, (ii) les classifications de la population connexes selon leur statut vis-à-vis de la main-d'œuvre et leur principale forme de travail et (iii) les mesures de la sous-utilisation de la main-d'œuvre.

Problématique	La problématique de l'emploi et du chômage constitue un défi majeur à relever par les autorités politiques et administratives du pays. Aujourd'hui, il apparaît clairement que cette problématique est au centre des préoccupations des plus hautes autorités. En dépit des résultats enregistrés par les différents programmes, les défis liés à l'emploi semblent demeurer. En effet, de 1998 à maintenant, des incertitudes demeurent vives, notamment en ce qui concerne la durabilité de la croissance économique et la création d'emplois dont le nombre est de plus en plus insuffisant au regard de l'arrivée sur le marché du travail de nombreux jeunes y compris des jeunes diplômés, du secondaire comme du supérieur. Les questions relatives à l'emploi des jeunes ont fait l'objet d'un intérêt grandissant ces dernières années. Dans la perspective d'éclairer les politiques présentes et futures en matière d'emploi, l'Observatoire national de l'emploi et de la formation (ONEF) produit et publie annuellement des indicateurs sur le marché du travail à partir des données de l'enquête nationale sur l'emploi auprès des ménages.
Pertinence politique	L'intérêt de cette étude réside dans l'appui à la mise en œuvre de certains programmes, notamment ✓ Le Cadre stratégique pour la relance économique et le développement durable (CREDD), ✓ Le Programme emploi jeunes (PEJ I et II), ✓ La Politique nationale de l'emploi ✓ La Politique nationale de la formation professionnelle, etc. L'actualisation des indicateurs de l'emploi et de la formation peut aussi aider à formuler de nouvelles politiques d'emploi et de formation.
Revue de littérature	✓ 19 ^{ème} Conférence internationale des statisticiens du travail
Méthodologie	La méthodologie utilisée est essentiellement l'analyse statistique sous le logiciel SPSS. Il s'est agi en premier lieu de faire l'apurement et le traitement de la base de données ENEM 2016. La base nettoyée est ensuite utilisée pour le calcul d'indicateurs

	et la production de tableaux de résultats conformément à un plan d'analyse préalablement convenu avec l'ONEF.
Données utilisées	✓ Enquête nationale sur l'emploi auprès des ménages (ENEM 2016)
Principaux résultats	✓ Moins de trois maliens sur dix ont le niveau fondamental ou plus avec 3% pour le secondaire ou plus ✓ La population en âge de travailler regroupant les 15 ans et plus compte pour un peu moins de la moitié de la population totale ✓ Les personnes sans aucune instruction sont proportionnellement les plus nombreuses à être en emploi, près des deux tiers, comparativement à tout autre niveau d'instruction ✓ La population en emploi est aux trois quarts sans aucun niveau d'instruction (76%). ✓ Les hommes seraient plus actifs que les femmes, tout comme les ruraux le seraient plus que les urbains et les 36-40 ans plus que toutes les autres tranches d'âge.
Recommandations	✓ La formalisation de l'emploi passe par la formalisation des entreprises privées, aujourd'hui majoritairement informelles. ✓ Il faut poursuivre et intensifier les politiques d'emploi des jeunes surtout les 15-24 ans qui sont les plus touchés par chômage. ✓ Les femmes étant beaucoup plus souvent au travail sans être en emploi comparativement aux hommes, il faut formuler et appliquer des politiques de promotion de l'emploi des femmes à l'instar de celles en faveur des jeunes.

👉 Analyse situationnelle annuelle sur le marché du travail (RASAMT 2016)



L'information statistique qui s'est consolidée progressivement au Mali depuis bientôt quelques décennies, est devenue, de nos jours, l'instrument privilégié d'éclairage de la politique économique de l'Etat. Héritier du patrimoine scientifique de l'ex-DOEF de l'ANPE, l'Observatoire national de l'emploi et de la formation (ONEF) capitalise une riche expérience dans le domaine de la production d'information statistique sur le marché du travail. Il mène des études et des recherches afin de fournir aux décideurs et aux usagers des informations fiables et régulièrement actualisées sur le marché du travail, au niveau national et régional.

Le RASAMT est une compilation des données administratives, produites par les autres structures productrices d'informations sur le marché du travail dans le cadre de l'exercice de leurs activités. Il permet donc de renseigner certains indicateurs qui ne peuvent pas être obtenus à partir des données d'enquêtes. Il s'agit aussi de mettre à la disposition des acteurs concernés (décideurs politiques, partenaires publics et privés, chercheurs et particuliers etc.) des informations actualisées, pertinentes sur des indicateurs tels que l'intermédiation, le dialogue social, le flux des diplômés qui arrivent chaque année sur le marché du travail, etc. Le RASAMT 2016 rappelle utilement une dizaine de concepts clés pour faciliter sa compréhension. Cela va de la population en emploi au taux d'emploi informel en passant par le chômage combiné à la main-d'œuvre potentielle, etc. Il présente le contexte national général en termes économique, financier, social et démographique à l'aide des données statistiques des cinq dernières années. Les principaux indicateurs y afférents sont les taux de croissance de l'économie et de ses

principaux secteurs, la balance des paiements, l'accès à l'éducation et à la santé, la structure de la population en 2016.

Problématique	En réponse à la demande de plus en plus croissante des utilisateurs d'information statistique sur le marché du travail (Etat, secteur privé, structure de formation, etc.) et face à la problématique liée à l'emploi des jeunes, l'ONEF est sans cesse appelé à améliorer la qualité des données qu'il collecte et des produits qui en résultent. Pour relever ces défis, l'ONEF doit mettre en place un dispositif permanent pour produire régulièrement les statistiques fiables sur le marché du travail. En effet, les systèmes d'information sur le marché du travail en Afrique francophone faisant défaut, les productions statistiques y sont loin d'être fiables. C'est dans ce contexte qu'est proposée la réalisation du présent Rapport d'analyse situationnelle annuelle sur le marché du travail (RASAMT-2016).
Pertinence politique	La prise en compte des données sur le marché du travail par les décideurs nécessite des dispositifs statistiques de qualité. Le RASAMT contribue à instaurer une meilleure adéquation entre les besoins et les potentialités de l'économie, d'une part, et le système de formation d'autre part. Ce rapport renseigne donc un ensemble d'indicateurs essentiels à une bonne connaissance de l'état et de l'évolution de la situation sur le marché du travail au Mali. Il peut permettre de déceler les perturbations et de prendre des décisions d'orientation.
Revue de littérature	✓ 19 ^{ème} Conférence des statisticiens du travail, tenue du 2 au 13 octobre 2013 à Genève. ✓ Rapports d'activité des services de production de données administratives
Méthodologie	✓ Revue documentaire ✓ Analyse statistique de données administratives et d'enquêtes
Données utilisées	✓ Balance des paiements de 2012 à 2016 ✓ TOFE de 2012 à 2016 ✓ Données du module Emploi de l'enquête EMOP 2016 ✓ Compte Nationaux
Principaux résultats	✓ Une économie à deux moteurs que sont les secteurs primaire et tertiaire ✓ Au cours des 5 dernières années : déficit de la balance des transactions courantes et détérioration continue de la situation, le déficit étant passé de 139 milliards en 2012 à 464 en 2016. ✓ En matière d'éducation : baisse du taux d'achèvement, faible taux de transition vers l'enseignement secondaire, 39% en 2016 avec 8 points de pourcentage d'écart entre les garçons et les filles, hausse du taux de scolarisation de l'enseignement technique et professionnel, de 7% en 2013 à 31% en 2015, surtout en faveur des filles. ✓ Etat préoccupant de malnutrition des enfants ✓ Au plan démographique : pyramide des âges assez symétrique de type "poire écrasée", indiquant des jeunes générations majoritaires, une masse salariale peu élevée et des opportunités d'emploi peu abondantes. ✓ Le monde de l'enseignement et de la formation professionnelle déverse des milliers d'admis sur le marché du travail : en 2016, 7 mille admis au CAP, plus de 5 mille au BT1 et plus de 4 mille au BT2, 42 mille étudiants dans les 5 universités ✓ L'emploi est à dominance informel, soit un taux de 96% de l'emploi total avec 98% pour les femmes
Recommandations	✓ Pour résorber le chômage, il faut créer bien plus d'emplois et veiller à réduire les pertes d'emplois, d'où le défi d'un secteur privé moderne qui crée aujourd'hui moins d'emplois que le secteur public et celui d'inverser la dominance actuelle des CDD qui peut conduire à la précarité de l'emploi. ✓ La situation sanitaire est marquée par l'état préoccupant de la malnutrition des enfants qui mériterait davantage l'attention des autorités afin de garantir aux enfants maliens la sécurité alimentaire et nutritionnelle. ✓ Au-delà du défi du financement de la formation professionnelle comme d'ailleurs universitaire et secondaire, il y a celui de l'employabilité des jeunes formés surtout leur insertion socioprofessionnelle, défis que l'Etat se doit de relever par des politiques appropriées.

1.4. Finances

- ☞ Rapport d'étude pour l'amélioration de la performance du modèle de prévision du cadre budgétaire à moyen terme (CBMT)



Le CBMT est un outil d'aide à la décision triennal qui permet de définir un cadre de ressources cohérent et réaliste mais aussi de répartir des ressources conformément aux objectifs et priorités stratégiques du pays. Il est également utilisé pour déterminer des objectifs budgétaires pluriannuels en matière de dépenses.

Les innovations actuelles à la gestion et à la budgétisation mettent l'accent sur les résultats. En effet, la réforme budgétaire conçue dans le cadre du Programme d'action gouvernemental pour l'amélioration et la modernisation de la gestion des finances publiques (PAGA/GFP) et autres réformes vise à intégrer en amont une planification stratégique et en aval une évaluation des politiques, cela depuis 1998 par l'adoption

de la démarche du budget-programme et sa mise en œuvre dans tous les départements ministériels. Cela a suivi une approche participative par l'organisation d'un atelier national d'évaluation du processus budgétaire, l'établissement des budgets-programmes standards et la revue des programmes dans chaque département.

L'exercice d'amélioration de la performance de la prévision consiste à transformer le cadre de gestion budgétaire afin de développer une approche budgétaire orientée vers la performance et renforcer le lien entre le budget et les objectifs de politique publique. Dans le cadre de la transposition du nouveau cadre harmonisé des finances publiques de l'UEMOA dans sa législation nationale, la DGB a fait recours au Groupe de recherche en économie appliquée et théorique (GREAT) pour renforcer son document de cadrage budgétaire afin de tenir compte des nouvelles contraintes que sont l'adoption du Document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle (DPBEP) en Conseil des ministres et sa soumission au débat parlementaire.

Problématique	Le Mali comme la plupart des pays africains suit la tendance de budgétisation pluriannuelle axée des résultats et des dépenses sur la même période. L'objectif est d'aligner plus étroitement la planification socio-économique sur les budgets annuels et les cadres budgétaires à moyen terme (CBMT). Le Mali est dans le processus de transposition du nouveau cadre harmonisé des finances publiques de l'UEMOA dans sa législation nationale et il ressort que le cadrage budgétaire jusqu'alors utilisé a besoin d'être renforcé pour tenir compte des nouvelles contraintes que sont l'adoption du DPBEP en conseil des Ministres et sa soumission au débat parlementaire. La qualité du CBMT dépendant de la qualité des instruments de prévision budgétaire, le micro-modèle comptable de simulation de la Direction générale du budget (DGB) a besoin d'être amélioré pour obtenir un outil de prévision budgétaire fiable et plus performant.
Pertinence politique	Le modèle CDMT est conçu pour faire une prévision à moyen terme des recettes et des dépenses budgétaires ainsi que des autres agrégats macroéconomiques. Il est une synthèse des prévisions de dépenses par ministère ou secteur, conformes aux prévisions macro-économique et appui dans le même temps la planification des changements de politiques et encadre la préparation du budget.
Revue de littérature	✓ République du Mali (2015) : Cadre budgétaire à moyen terme 2016-2018, mai

	✓ Marc Raffinot (2011) : Note sur les Cadres budgétaires à moyen terme au Mali et au Burkina Faso, septembre ✓ Boubou Dramane Camara (2007) : Présentation générale du CDMT, principes de base, processus et instruments, novembre
Méthodologie	✓ Revue documentaire ✓ Construction de modèles
Données utilisées	✓ TOFE ✓ Données du budget ✓ Boost ✓ Données agricole
Principaux résultats	Les principaux résultats sont : ✓ La création d'un modèle de prévision budgétaire ✓ Le module de prévision des recettes sur la base des paramètres économiques ✓ Le module de prévision et d'allocation des dépenses selon les objectifs des politiques publiques
Recommandations	✓ Révision périodique pour la prise en compte des changements dans l'économie ✓ Améliorer la performance et l'impact des politiques publiques par la rationalisation et la bonne gestion des ressources ✓ Aligner le budget sur les priorités de développement du pays (ODD, CREDD et autres) ✓ Evaluer les conséquences financières qui dépassent le cadre annuel limité du budget et associer des indicateurs d'efficacité et d'efficience aux dépenses budgétaires

👉 Financement de l'économie malienne (Baba Top)



L'Afrique de façon générale et le Mali en particulier, connaissent un déficit de financement de leur économie amenant les pays africains à s'interroger sur les instruments traditionnels de mobilisation des ressources et sur la recherche de nouvelles sources de financement. Il s'agit donc pour le Mali de mettre plus l'accent sur la mobilisation aussi bien des ressources internes qu'externes. En effet, ces instruments sont multiformes et vont de l'épargne publique et privée des pays aux allègements PPTE (pays pauvres très endettés) en passant par l'APD (aide publique au développement), par les IDE (investissements directs étrangers) et les flux commerciaux.

A l'indépendance, la jeune République du Mali a opté pour le socialisme faisant de l'Etat le principal voire l'unique acteur du développement économique, social et culturel du pays. L'Etat, a ainsi mis l'accent sur les investissements massifs dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche, des mines et des industries à travers le budget national. En 1982 le Mali a opéré un virage significatif dans le domaine des politiques économiques, en optant pour l'édification d'une économie basée sur le libre-échange par la signature du premier programme d'ajustement structurel (PAS) marquant ainsi le début du désengagement de l'Etat des secteurs productifs au profit des investisseurs privés.

Pour atteindre l'objectif d'amélioration des conditions de vie des populations, l'Etat du Mali a recours à des financements dont une grande partie provient des partenaires techniques et financiers (PTF).

Le Mali a élaboré plusieurs programmes de développement. Le dernier en date est le

Cadre pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD) 2016-2018. Il constitue le document de référence unique des politiques et stratégies de développement du Mali se fondant sur la relecture du CSCR 2012-2017. Il a été élaboré sur la base de la relecture du CSCR 2012-2017 tout en prenant en compte les actions prévues encore pertinentes et non réalisées du Plan pour la Relance Durable (PREDD) 2013-2014, le Programme d'Actions du Gouvernement (PAG) 2013-2018 qui traduit la vision du Président de la République, le Programme de développement accéléré des régions du Nord (PDA/RN) qui traduit la volonté de

toutes les parties prenantes de faire face à la vulnérabilité des Régions du Nord. L'élaboration du CREDD a aussi pris en compte les problématiques majeures actuelles et les leçons tirées de la crise qui a frappé le pays en 2012 ainsi que les préoccupations découlant de l'accord pour la paix et la réconciliation avec les groupes rebelles du Nord.

Au total, le CREDD vise, entre autres, la mise en place d'institutions fortes et crédibles, la construction d'une économie émergente à travers une croissance soutenue ainsi que la mise en place d'une politique active de réconciliation nationale.

Problématique	Le Mali, face aux besoins énormes de financement de son développement, doit améliorer les instruments de financements aussi bien internes qu'externes mais également d'explorer les financements innovants mis à sa disposition par ses partenaires. Il s'agira pour cette étude de faire l'état des lieux des financements actuels de l'économie et de faire des recommandations d'amélioration en tenant compte des nouveaux mécanismes présents sur le marché financier.
Pertinence politique	Au moment où les pays, à l'échelle planétaire, sont de plus en plus dépendants les uns des autres sur le plan économique, il y a lieu d'adopter une conception globale des problèmes nationaux, internationaux que pose le financement du développement. Cette démarche doit permettre d'ouvrir des horizons à tous, de veiller à une mobilisation et à une utilisation rationnelles des ressources et à la création d'institutions solides et responsables à tous les niveaux. A l'heure où le déficit de financement du développement en Afrique s'élargit de plus en plus, la révision des instruments traditionnels de mobilisation des ressources pour le développement s'impose. Il s'agit de : mobiliser les ressources nationales internes, attirer les flux internationaux, promouvoir le commerce international en tant que moteur du développement, intensifier la coopération financière et technique internationale pour le développement, assurer le financement viable de la dette et l'allègement de la dette extérieure et renforcer la cohérence des systèmes monétaires, financiers et commerciaux internationaux. En ce qui concerne la mobilisation des ressources financières nationales, chaque pays instaure les conditions requises pour mobiliser l'épargne publique et privée qui servira à financer l'investissement nécessaire dans les biens productifs et le développement humain. Ce qui conduit à l'accroissement de l'efficacité, de la cohérence et de la régularité des politiques macroéconomiques internes. Il s'agit par exemple de renforcer le secteur financier national en encourageant le développement ordonné des marchés financiers au moyen de systèmes bancaires rationnels et d'autres dispositifs institutionnels qui permettent de répondre aux besoins de financement du développement, y compris le secteur de l'assurance et les marchés des actions et des titres d'emprunt, d'encourager et de canaliser l'épargne et de favoriser les investissements productifs.
Revue de littérature	✓ République du Mali (2015) : Cadre des Ressources Externes à Moyen Terme (CRMT) – Analyse des décaissements d'aide publique au développement en 2013 et prévision de décaissement sur la période 2015-2017, mai ✓ République du Mali (2016) : Cadre Stratégique pour la relance et le développement durable – CREDD 2016-2018, avril ✓ République du Mali (2016) : Document de Politique Nationale de Gestion de l'Aide (PONAGA), Secrétariat à l'harmonisation de l'aide (SHA), version

	provisoire, novembre
Méthodologie	✓ Revue documentaire ✓ Consultations avec les acteurs concernés ✓ Benchmarking
Données utilisées	✓ TOFE ✓ Données du budget ✓ Boost
Principaux résultats	Les principaux résultats attendus sont : ✓ Le taux de pression fiscale de 17.2% est supérieur au taux moyen de la zone UEMOA qui se chiffrait à la même année à 16.4% (BCEAO, 2015) mais reste inférieur à l'objectif de l'UEMOA qui fixe le taux de pression fiscale à un niveau égal ou supérieur à 20% ✓ Les ressources locales par tête (7 200 FCFA) globales demeurent limitées surtout comparées au Sénégal et à la Côte d'Ivoire où les recettes locales par personne dépassent les 10'000 fcfa (respectivement 11'000 fcfa pour le premier et 12'400 fcfa pour le second pays entre 1995-2008) ✓ Les émissions de titre du Mali ont enregistré une progression de 54,1% en passant de 590,5 milliards de FCFA en 2015 à 909,7 milliards en 2016 portant la part de émissions du pays à 10,8% du marché de la dette de l'UEMOA ✓ Les structures financières décentralisées du Mali ont mobilisé 68,5 milliards de FCFA et octroyé 93,7 milliards de FCFA de crédits en 2016 ✓ L'APD s'est élevée à 1063 millions en 2013, soit trois plus qu'en 2012 et près de deux plus qu'en 2011, avant de se tasser légèrement à 1024 milliards de FCA en 2014 et à 1049 milliards de FCFA en 2015 ✓ Les transferts provenant de la diaspora malienne se sont élevés à 379,6 milliards de FCFA en 2014 (6,0 du PIB) et 403,1 milliards de FCFA (6,4% du PIB) en 2015 et ont représenté 31,4% des transferts nets des migrants reçus par l'ensemble des pays de l'UEMOA ✓ De plus en plus la finance islamique se positionne comme une source fiable de financement du développement dans notre pays avec 2000 milliards de dollars US de financement et plus de 40 millions de personnes à travers le monde seraient actuellement clientes d'une banque islamique
Recommandations	✓ Evaluer le recours aux financements innovants notamment dans les projets d'infrastructure et d'innovation ✓ Accentuer les efforts de renforcement des capacités du secteur public aux stades de l'élaboration, des négociations et de la mise en œuvre ; ✓ Analyser minutieusement les projets de financements PPP puisque les études ont montré un taux d'échec de ce mode de financement de 25% à 35% imputable aux retards, aux dépassements de coûts (Nations unies, 2015) ; ✓ Encourager la mise en commun des fonds privés sous de participation afin de financer des investissements productifs ; ✓ Répertorier les zones potentiellement productives pouvant attirer les investissements (locaux, diaspora ou étranger)

1.5. Santé

- Etude sur les connaissances, attitudes et pratiques des populations des régions de Kayes et de Koulikoro sur les MTN



Comme dans l'ensemble des pays en développement, les maladies tropicales négligées touchent principalement les populations les plus pauvres, qui vivent dans des régions rurales. Ces maladies, bien qu'entraînant une faible mortalité, ont des répercussions négatives sur la santé car elles entraînent une morbidité grave, une stigmatisation, une discrimination sociale et restent un obstacle de taille au développement socio-économique.

Ainsi, tous les pays à faible revenu sont touchés simultanément par au moins cinq (5) maladies tropicales négligées et plus de 50% de ces pays se trouvent en Afrique, selon l'OMS. Au Mali, la totalité des districts sanitaires sont endémiques et les

prévalences de ces maladies restent encore élevées en dépit des efforts fournis.

Il est vrai que la transmission des maladies associées à l'eau a pris une certaine ampleur ces dernières années. C'est ainsi que des maladies comme le paludisme, la schistosomiase, les géo-helminthiases, la filariose lymphatique, l'onchocercose et le trachome, font l'objet d'une attention particulière au niveau des quatre pays riverains du bassin du fleuve Sénégal.

Le Mali a enregistré des acquis importants en matière de lutte contre les maladies tropicales négligées (P/MTN) ces dernières années avec la mise en œuvre de programmes intégrés de lutte financés aussi bien par les partenaires et techniques financiers que sur le budget national. En effet, près de 12 mille personnes ont été traitées en 2015 dans les régions de Sikasso, Kayes, Koulikoro, Ségou, Mopti et le District de Bamako avec un taux de couverture thérapeutique moyen de 80 % et un taux de couverture géographique de 100%.

Problématique	Le Mali, à l'instar des autres pays africains, est touché par les MTN. Au Mali, la totalité des districts sanitaires sont endémiques et les prévalences de ces maladies restent encore élevées en dépit des efforts fournis. Les maladies tropicales négligées touchent principalement les populations les plus pauvres, qui vivent dans des régions rurales et au bord des cours d'eau. Ces maladies ont des conséquences sur les personnes victimes à savoir une stigmatisation, une discrimination sociale et un obstacle de taille au développement socio-économique. Malgré des acquis importants ces dernières années, les MTN continuent à faire des ravages au Mali surtout dans les régions de Kayes et de Koulikoro.
Pertinence politique	L'étude qualitative vise à appuyer PSI/Mali d'adapter ses outils et ses stratégies de communication dans la lutte contre les maladies tropicales négligées (Bilharziose, Géo helminthiase, Filariose lymphatique, Trachome et Onchocercose) dans ces deux régions. Pour ce faire, l'étude a permis de faire l'état des lieux des connaissances des personnes cibles en matière de MTN, sa transmission et d'investiguer sur les méthodes de lutte employées par les populations locales.
Revue de littérature	✓ Union africaine (2013) : Maladies tropicales négligées dans la région Afrique, contexte, avril ✓ International center for eye health (2015) : Maladies tropicales négligées, Revue de santé oculaire communautaire, volume 12, numéro 14 ✓ OMS (2005) : Le combat contre les maladies tropicales négligées vu sous l'angle des droits ✓ OMS (2008) : Méthodologie d'évaluation des programmes de lutte contre les

	maladies tropicales négligées à l'échelle nationale, janvier ✓ OMS (2015) : Investir pour réduire l'impact mondial des maladies tropicales négligées
Méthodologie	✓ Revue documentaire ✓ Tirage d'un échantillon ✓ Entretiens qualitatifs auprès des personnes cibles ✓
Données utilisées	Les données proviennent essentiellement interviews auprès des focus groupes et des informateurs clés (KII)
Principaux résultats	Les principaux résultats de cette étude qualitative dans neuf villages des régions de Kayes et de Koulikoro sont: ✓ Les MTN touchent invariablement toutes les personnes sans considération de sexe ni d'âge dans la zone du projet ✓ Les populations de la zone (hommes, femmes et jeunes) ont une bonne connaissance des 5 MTN, leurs signes et modes de transmission, les facteurs de risque (eaux de marres, habitudes alimentaires) et les mesures préventives. ✓ Les campagnes de sensibilisation et de traitement de masse menées chaque année dans le cadre du PGIRE ont pu réduire la prévalence de ces maladies. ✓ Les MTN impactent encore négativement la vie des populations sous diverses formes
Recommandations	✓ Afin de limiter ces effets néfastes sur la communauté, il faut maintenir et poursuivre toutes les activités des projets/programmes qui ont par ailleurs été jugés efficaces par les populations ✓ Une politique active d'amélioration de cette offre pourrait lever cette contrainte majeure et améliorer la qualité de l'eau de boisson et limiter la prévalence des MTN liées à l'eau de boisson. ✓ Les solutions préconisées pour éradiquer les MTN requièrent la participation de tous les acteurs, les partenaires et les communautés

1.6. Genre

☞ Mise en œuvre d'un outil de collecte de données sur les violences faites aux femmes



En se dotant d'une politique nationale genre (PNG) en novembre 2010 et d'un plan d'action triennal, le gouvernement du Mali cherche à promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes au niveau des ministères sectoriels. Les premiers rapports de suivi de la PNG ont révélé des difficultés de pouvoir disposer de données fiables, difficultés dues à l'insuffisance dans la désagrégation des données selon le sexe et par la qualité des ressources

humaines des structures de production et d'utilisation des données. Des prises de position efficaces en faveur des femmes et des enfants sont aussi freinées par le manque d'information, quantitative et qualitative, les concernant. Les informations collectées restent pour la plupart méconnues, car elles ne font pas l'objet de grande diffusion malgré leur mise sur le site web du MPFEF et leur diffusion à travers le Bulletin Statistique Femmes et Enfants. Au regard de ces constats, il est impératif de mettre en place et/ou de renforcer le dispositif de gestion et de diffusion des informations genre pour orienter l'élaboration et la mise en œuvre des politiques et programmes dans le domaine et permettre de mesurer leur impact. Pour y parvenir, le Ministère de la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille (MPFEF) à travers le CNDIFE et

en partenariat avec la Banque africaine de développement (BAD), a mis en œuvre un projet dénommé "Projet de renforcement des capacités du CNDIFE en matière de gestion et de communication des données sur le genre". A cet effet, des sessions de formation en analyse et traitement de microdonnées sur ordinateur ont été organisées et des études thématiques lancées. Le présent rapport, qui fait partie d'une série de rapports thématiques, traite

spécifiquement de la question des violences et des discriminations basées sur le genre. Elle a pour objectif d'illustrer les violences basées sur le genre à l'aide d'un outil de collecte de données qui a été élaboré puis testé sur le terrain et les données collectées, traitées et analysées. L'outil est désormais disponible auprès du CNDIFE et les données traitées fournissent des résultats contenus dans ce rapport.

Problématique	Nonobstant des données éparses, le Mali ne dispose pas de données de violences déclarées auprès des institutions (police et gendarmerie surtout, ainsi que des associations de défense des droits des femmes) par des femmes victimes. Faute de statistiques fournies sur la situation de la violence faite aux femmes, il a été initié une étude exploratoire dans les communes du district de Bamako et quelques communes de l'arrière-pays avec pour finalité de disposer d'un référentiel qui pourrait permettre d'initier une étude plus générale au niveau national en matière de lutte contre les violences faites aux femmes, en accord avec les conventions internationales. Le CNDIFE cherche à travers cette étude à produire des statistiques portant sur un échantillon de localités, de mesurer la fréquence sur douze mois des violences interpersonnelles, verbales, psychologiques, physiques et sexuelles subies par les femmes d'âge adulte dans leurs différents cadres de vie ainsi que la fréquence des violences physiques subies par les femmes depuis l'âge de 15 ans et celle des violences sexuelles subies pendant toute la vie, d'étudier les réactions des femmes aux violences subies et leurs recours auprès de leur entourage et des services institutionnels formels et finalement de proposer des stratégies de lutte contre la violence faite aux femmes.
Pertinence politique	Le Mali s'est doté d'outils devant lui permettre de faire un suivi continu de la situation ainsi que des changements opérés sur les statuts et sur les rôles sociaux des hommes et des femmes. Cet outil élaboré sur la base d'un échantillon de communes permet de documenter le niveau de violences faites aux femmes de 15 ans et plus.
Revue de littérature	✓ AMSS (2013), Rapport d'étude diagnostique sur les cas de violences faites sur les femmes, la jeune fille et les enfants ✓ Bréhima Bérédogo (2002), Etude sur les violences faites aux femmes ✓ CNDIFE (2016), Recueil de textes législatifs et réglementaires sur la femme, l'enfant et la famille au Mali, octobre ✓ ONU Femmes (2015), Liens entre violences faites aux femmes et santé maternelle – Cas de 7 pays en Afrique subsaharienne et en Haïti, Rapport consolidé, juin
Méthodologie	✓ Enquêtes quantitatives auprès d'un échantillon de femmes dans quelques communes de Bamako et celles de Kalabancoro, Baguinéda, Tienfala et Siby
Données utilisées	✓ Données primaires du CNDIFE ✓ Données d'enquêtes
Principaux résultats	✓ La prévalence de la violence faite aux femmes a été estimée à 83% chez les femmes depuis l'âge de 15 ans et 56% au cours des 12 derniers mois ✓ Les violences subies par les femmes sont l'œuvre de différents auteurs qui vont des conjoints aux beaux pères en passant par les belles sœurs, les beaux frères ou belles mères et les coépouses. Au total, les auteurs sont identifiés dans 52% des cas, à raison de 46% les conjoints, 12% les belles sœurs, 10% les coépouses ✓ Les violences sont quasi majoritairement (48%) subies une partie de la journée pouvant être la nuit, le soir ou le matin, peu importe ✓ Les femmes ont eu diverses séquelles à la suite des violences subies, à 36% quelle que soit la séquelle, 23% pour les troubles de sommeil et 19% le sentiment de vulnérabilité, 15% les crises de panique et 13% l'amaigrissement ✓ Les femmes disent avoir subi toutes les formes de violences hors domicile depuis l'âge de 15 ans, les plus fortes proportions étant constituées des propos déplacés et

	des mauvaises plaisanteries à 20%, chacun
Recommandations	✓ La réalisation d'une étude d'envergure nationale exhaustive en vue de répertorier toutes les formes de violences ainsi que les stratégies appropriées pour les rendre accessibles aux différents acteurs à la suite de cette étude exploratoire ✓ La prévention des violences à l'égard des femmes par l'information, la sensibilisation et le plaidoyer à destination de tous les acteurs ✓ La création ou la décentralisation des services de dénonciation et de prise en charge des cas de violence ✓ L'organisation systématique de collecte de données statistiques à travers des enquêtes régulières y compris intégrer ce module dans les enquêtes EMOP ✓ L'élaboration d'un programme de défense des femmes victimes de violence

☞ Emploi informel et genre au Mali



Au Mali, l'emploi informel existe dans tous les secteurs institutionnels et dans toutes les régions. Comparativement à l'Afrique subsaharienne (72%) ou à l'Afrique du Nord (48%), la quasi-totalité des emplois sont informels au Mali (94% dont 95% pour les femmes et 93% pour les hommes) avec des disparités régionales (99% à Mopti et Kayes contre 58% à Tombouctou). Au niveau de la catégorie socioprofessionnelle, l'informalité de l'emploi concerne particulièrement les employeurs et les aides familiaux pour lesquels la quasi-totalité des emplois sont informels, quel que soit le sexe. Sur l'ensemble des emplois informels, 57% sont des employeurs et 35% les aides familiaux. Les résultats du tableau de répartition de l'emploi informel par secteur formel ou informel nous montrent que parmi la population en emploi informel, 99% exercent leur activité dans le secteur informel et 1% dans le secteur formel. L'informalité de l'emploi par contrat de travail concerne particulièrement les

employeurs en contrat verbal avec 49% et ceux qui n'ont aucun contrat avec 34% pour lesquels la quasi-totalité des emplois sont informels, quel que soit le sexe.

Près du tiers des employés informels considèrent être exposés au risque de subir des secousses ou vibrations sur le lieu de travail, 27% de porter ou déplacer des charges lourdes et 16% pensent qu'ils peuvent rester dans d'autres postures pénibles et 7% longtemps debout. Dans l'ensemble, 15% ne subiraient aucune pénibilité. La plupart (65%) des employés informels sont exposés au risque de blessure ou d'accident de travail sur leur lieu d'exercice de l'activité. La quasi-totalité (99%) des employés informels n'ont été victimes d'aucun harcèlement. A Bamako, la discrimination au travail selon le sexe touche les femmes avec un taux de 100% et les hommes au niveau de la région sont victimes avec une proportion de 100% également. Lorsqu'il est rémunéré, l'emploi informel connaît 4 formes de rémunération dont la forme la plus répandue reste le salaire proportionnel, pour près de 47%. Ce type de rémunération est suivi du paiement en nature, pour 24%, les deux formes cumulant 71% de toutes les formes de rémunération. Il faut noter que la rémunération moyenne de l'emploi informel est en deçà du SMIG (qui est de 35'000 fcfa), à cause du milieu rural sinon elle est bien supérieure en milieu urbain particulièrement à Bamako.

Problématique	Dans un grand nombre de pays, notamment en Afrique, le secteur informel s'impose aujourd'hui comme un secteur stratégique par sa contribution à la production, à l'emploi, aux revenus et aussi à la formation, surtout au niveau des femmes. Le Mali s'est doté d'outils devant lui permettre de faire un suivi continu de la situation ainsi que des changements opérés sur les statuts et sur les rôles sociaux des hommes et des femmes. En collaboration avec d'autres producteurs de statistiques tels que l'INSTAT, les CPS, l'ONEF, etc., le CNDIFE est chargé du suivi des indicateurs genre. Pour produire des données genre et même amener d'autres producteurs de statistiques à intégrer le genre dans leurs tableaux de résultats, le CNDIFE doit accroître sa propre capacité de maîtrise des outils statistiques de plus en plus informatisés afin de produire aisément des indicateurs genre. En d'autres termes, le CNDIFE se doit de mettre en place et/ou de renforcer le dispositif de gestion et de diffusion des données sur le genre pour orienter l'élaboration et la mise en œuvre des politiques et programmes et permettre de mesurer leurs impacts. L'objectif général de cette étude de produire le rapport de l'emploi informel dans toutes ses dimensions, réalisé à partir de la base de données du troisième passage de l'EMOP 2016. Les données analysées dans ce rapport ont été collectées par l'INSTAT sur toute l'étendue du territoire, excepté la région de Kidal. Pour mener à bien cette activité, la Direction du CNDIFE a bénéficié de l'appui financier de la BAD qui a permis de recruter GREAT.
Pertinence politique	Le secteur informel est une composante importante de l'économie du Mali. De ce fait, sa connaissance en lien avec le genre permettra aux décideurs d'élaborer des politiques de croissance en conséquence. De plus, le secteur informel est occupé par des plus pauvres, ce qui place le secteur informel dans des places de choix en matière de lutte contre la pauvreté dans nos pays.
Revue de littérature	✓ CSI (2011), Vivre dans l'insécurité économique – Les femmes et le travail précaire, Rapport mars ✓ Marilea Damasio (), La transition de l'économie informelle vers l'économie formelle – Le défi du travail décent ✓ Mégane Ghorbani (2014), Travail informel en Tunisie – Un facteur à inclure dans les stratégies de lutte contre les violences basées sur le genre, 20 juin ✓ David Kucera, Leanne Roncolato (2008), L'emploi informel – Deux questions de politique controversée, Revue internationale du travail, vol. 147 (2008), n° 4
Méthodologie	✓ Revue documentaire ✓ Utilisation de données primaires ✓ Construction de tableaux issus de données primaires
Données utilisées	✓ EMOP ✓ Données diverses des CPS
Principaux résultats	✓ Comparativement à l'Afrique subsaharienne (72%) et à l'Afrique du Nord (48%), la quasi-totalité des emplois sont informels au Mali (94%) avec une moyenne de 95% pour les femmes et 93% pour les hommes ✓ Le taux d'emploi informel diminue au fur et à mesure que le niveau d'éducation augmente, 97% pour les sans niveau d'instruction à 61% au secondaire général, 43% au secondaire professionnel et 36% au supérieur ✓ Près de 80% des 5.7 millions de travailleurs informels vivent en milieu rural contre 21% en milieu urbain et sont majoritairement des hommes à près de 57% (soit plus exactement 56,8%) contre 43% de femmes ✓ L'analyse comparative entre les sexes montre que les femmes exercent beaucoup plus dans le commerce que les hommes, 61% contre 39% ✓ Le type de contrat de travail le plus fréquent est le contrat verbal avec 49%, suivi de l'absence d'une quelconque forme de contrat avec 34% tout sexe confondu ✓ La durée hebdomadaire du travail est assez élevée avec 43 heures avec 48 heures les hommes et 37 heures les femmes, toutes durées moyennes supérieures à celles de l'emploi formel, 34 heures respectivement 36 heures et 31 heures ✓ L'emploi informel connaît 4 formes de rémunération dont la forme la plus répandue reste le salaire proportionnel, pour près de 47% ✓ La rémunération mensuelle moyenne est de 32'873 fcfa en emploi informel contre 83'269 fcfa en emploi formel, ce qui fait que la rémunération formelle est plus de deux fois plus élevée que celle informelle, trois fois plus s'agissant des femmes

Recommandations	✓ Le faible niveau d'éducation de la population perpétuerait l'emploi informel, d'où le besoin d'une politique d'éducation de masse pour sortir les emplois de l'informalité ✓ Les politiques publiques de promotion de l'emploi décent doivent intégrer la formalisation de l'emploi en plus des politiques continues de création d'opportunités d'emploi par la commande publique adressée aux agents économiques, de renforcement des capacités par la formation professionnelle, d'appui à l'amélioration des infrastructures productives et d'accès aux ressources financières par les entreprises du secteur informel ✓ Toutes les politiques doivent explicitement intégrer la dimension genre pour la promotion de la femme et de l'enfant, gage de progrès et de promotions des droits humains
------------------------	---

👉 Genre et valorisation du travail domestique non rémunéré



Dans les pays en développement comme le Mali, le travail domestique revêt une importance toute particulière en ce sens qu'il peut permettre aux ménages, surtout les plus pauvres, de se procurer hors marché des biens et services de nature à augmenter leur consommation et donc leur bien-être. Mais malheureusement, le travail domestique n'est pas pris en compte dans le système de comptabilité nationale alors que sa valorisation et sa prise en compte pourrait avoir comme effet de réduire légèrement les inégalités entre catégories sociales et de permettre un "rattrapage", même faible, du niveau de vie moyen de la part des ménages les plus pauvres.

Dans le cas du Mali, cette étude cherche à cerner le concept de travail domestique, à en énumérer les principales formes et d'en estimer la durée. Elle voudrait fournir une estimation empirique de son ampleur, par son évaluation marchande équivalente et

donner une idée de l'inégalité face au phénomène. Pour ce faire, elle applique, aux données EMOP 2016, la méthode de valorisation du travail par le coût du travail qui se limite, dans la pratique, à la valorisation du temps de travail. Elle prend comme coût usuel du temps de travail la rémunération moyenne des salariés de l'économie effectuant l'équivalent du travail domestique ou la rémunération d'un généraliste qui effectuerait les tâches domestiques contre paiement ou encore celle d'un spécialiste selon les exigences de chaque tâche ménagère (OIT, 2011).

Le travail domestique repose essentiellement sur les femmes qui non seulement y consacrent plus de temps, 10 fois plus d'heures, mais aussi ont des taux de participation à ces activités plus élevés. La dominance des femmes se confirme aussi en termes de leur contribution à la valeur totale, entre 86% et 91%. Aussi, les ruraux y contribuent-ils plus que les urbains, entre 71% et 82%, et y consacrent-ils près de 2.5 fois plus de temps que les urbains. Quelle que soit la méthode considérée, les trois activités les plus précieuses restent la préparation de repas, la garde des enfants et l'entretien du ménage.

Problématique	Dans les pays en développement comme le Mali, le travail domestique revêt une importance toute particulière en ce sens qu'il peut permettre aux ménages, surtout les plus pauvres, de se procurer hors marché des biens et services de nature à augmenter leur consommation et donc leur bien-être et auxquels ils n'auraient nécessairement pas accès (à cause de leurs prix marchands) sur le marché (Chadeau, 1992). Equivalent au travail domestique, "le travail non rémunéré peut être défini comme étant l'activité humaine de production de biens et services sans contrepartie monétaire ou sans rémunération du producteur" (Coulibaly, 2012). La valorisation de ce travail s'explique au-delà d'un simple exercice intellectuel quand on sait qu'il s'agit d'une forme de travail (et non du loisir). Bien que ces activités soient aliénantes (Roy, 2011), elles ne sont pas rémunérées et méritent qu'on cherche à évaluer ce qui serait l'équivalent de leur valeur pour compléter l'estimation du niveau de vie et des inégalités entre ménages. Le niveau de vie des ménages dépend certes de leurs revenus mais aussi de ce qu'ils vont acheter ou non avec ces revenus, or le travail domestique les dispense d'acheter sur le marché et donc leur procure du bien-être sans que cela soit comptabilisé, ce qui est un problème.
Pertinence politique	Le travail non rémunéré constitue la part de travail domestique qui augmente indirectement les revenus du foyer, sans que les personnes qui l'effectuent ne bénéficient de rémunération. La différence entre travail domestique non rémunéré et loisir est définie en fonction du critère du "tiers" e.g. la cuisine, le ménage, la garde des enfants, la lessive et le jardinage sont des exemples de travail non-rémunéré. Le travail non-rémunéré des femmes a longtemps été invisible, tant dans les calculs économiques que dans les décisions politiques. Au Mali, le nombre total de personnes de 6 ans et plus participant aux activités domestiques est d'environ 13.85 millions, inégalement réparti entre hommes (49%) et femmes (51%) et entre activités domestiques. La mesure du travail non rémunéré constitue un enjeu et est indispensable pour comprendre sa contribution et son impact économique dans la société. En général, la mesure de la part du travail non rémunéré s'effectue à partir d'enquêtes. Le travail non rémunéré des femmes a un impact économique important sur les sociétés. En effet, incluant les tâches domestiques (préparation des repas, ménage, lessive, approvisionnement en eau et en carburant) et les soins apportés aux personnes (enfants, personnes âgées, personnes en situation de handicap), menés dans les foyers et au sein des communautés, le travail non rémunéré des femmes contribue certainement au bien-être et au développement social et économique du pays. Enfin, le travail non rémunéré des femmes est mentionné dans la cible 5.4 des Objectifs de développement durable (ODD) "Faire une place aux soins et travaux domestiques non rémunérés et les valoriser, par l'apport de services publics, d'infrastructures et de politiques de protection sociale et la promotion du partage des responsabilités dans le ménage et la famille, en fonction du contexte national".
Revue de littérature	✓ Ann Chadeau (1992): Que vaut la production non marchande des ménages? Revue économique de l'OCDE, n° 18, Printemps ✓ Massa Coulibaly (2012), Mali : Valorisation du travail domestique, Great cahier n°41, avril-juin ✓ OIT (2011): Mesurer la valeur économique et sociale du travail domestique", Note d'information ✓ Delphine ROY (2011), La contribution du travail domestique au bien-être matériel des ménages – Une quantification à partir de l'enquête Emploi du temps, Document de travail, INSEE n° F1104, mars
Méthodologie	✓ Revue documentaire ✓ Utilisation de base de données sur l'emploi ✓ Calcul du coût d'opportunités ✓ Calcul du coût de remplacement
Données utilisées	✓ EMOP 2015 ✓ Données diverses
Principaux résultats	✓ La valeur annuelle totale au coût d'opportunité de toutes les activités domestiques s'élève 705 milliards de francs CFA, répartis entre les hommes (14%) et les femmes (86%) ✓ Près des deux tiers de la valeur annuelle totale des activités domestiques évaluées

	par la méthode du coût d'opportunité revient au milieu rural (62%), les milieux urbains ne pesant que pour 12% ✓ La contribution des femmes selon le type d'activité varie de 11% dans la réparation de maison à 99% dans la préparation de repas ✓ L'évaluation au taux du généraliste donne une valeur totale annuelle de 2'718 milliards de francs CFA toute activité domestique confondue ✓ La valeur totale au taux du spécialiste est de 3889 milliards de francs CFA, répartie entre les hommes (10%) et les femmes (90%), entre le milieu rural (68%), Bamako (21) et autre urbain (11%) ✓ Au taux du SMIG, la valeur totale des activités domestiques est de 1872 milliards de francs CFA, répartis entre les hommes (9%) et les femmes (91%) et entre le milieu rural (71%), Bamako (18%) et autre milieu urbain (11%) ✓ La valeur totale du travail domestique, évaluée au taux du plus bas salaire qu'est celui du domestique, est de 657 milliards de francs CFA dont 91% sont produits par les femmes et 71% par le milieu rural ✓ La valeur annuelle totale du travail domestique, évalué par les différentes méthodes est ici comparée au PIB nominal qui était de 8 318 milliards de FCFA en 2016, année de collecte des données EMOP qui ont servi aux calculs
Recommandations	✓ Améliorer les matériaux d'allègement des travaux domestiques ✓ Mieux appliquer les textes et conventions favorables à l'équité et à l'égalité de genre ✓ Valoriser le temps de travail domestique et en prendre en compte dans les comptes nationaux ✓ Anticiper sur la gestion de marchés potentiels ✓ Donner aux femmes les moyens de participer pleinement à la vie économique dans tous les secteurs

1.7. Offres diverses d'études et de recherche

Partenaire	Orabank
Contexte	La Direction de Orabank-Mali, à travers cette étude, cherche à mesurer la satisfaction de tous ses clients et la qualité de ses produits et services, ce qui lui permettra de mieux se positionner sur le marché national. L'étude se fait sous forme d'enquête auprès de toutes les catégories de clients de la banque à travers ses 12 agences dont 8 dans le district de Bamako et les 4 autres dans les villes de Kayes, Kita, Koutiala et Mopti.
Questions de recherche	L'objectif général de l'enquête est d'estimer, d'une part le taux global de satisfaction des clients de Orabank-Mali ainsi que ce taux désagrégué selon es principaux services d'accueil, de caisse et de clientèle, et d'autre part de mesurer la qualité des produits et services offerts par la banque à ses clients. Plus spécifiquement, il s'agit de: ✓ mesurer la satisfaction des clients vis-à-vis des produits et services à eux offerts par la banque ✓ connaître la perception des clients quant à la qualité du personnel tant à l'accueil (physique comme téléphonique) qu'à la caisse et à la prise en charge des besoins de la clientèle ✓ proposer des pistes d'amélioration de la qualité des produits et services pour une plus grande satisfaction des clients.
Méthodologie	✓ Echantillonnage ✓ Outils de collecte de données ✓ Enquêtes de terrain ✓ Traitement et analyse des données
Résultats attendus	✓ Localité et agence ✓ Type de client ✓ Caractéristiques sociodémographiques des clients ✓ Service à la clientèle (accueil, caisse, chargé de clientèle) ✓ Opération bancaire ✓ Produit bancaire

2. Enquêtes



En 2017, GREAT a mené au total sept enquêtes, deux agricoles ("l'évaluation d'impact des services de rappels post-récolte et de la disponibilité à temps d'information prix sur le pouvoir marchand des petits exploitants agricoles et sur leurs revenus dans les cercles de Koutiala, Sikasso et Yorosso dans la région de Sikasso" et "l'étude qualitative

de base sur les pertes post-récolte et la transformation des cultures cibles (maïs, niébé, mil et sorgho) dans les régions de Koulikoro, Sikasso et Ségou") en partenariat avec ISSER de l'Université Legon du Ghana, une sur le sondage d'opinion intitulé "Sondage sur la qualité de la démocratie et de la gouvernance au Mali" en partenariat avec le Réseau Afrobaromètre, une sur la micro-assurance en collaboration avec l'Université WAGENINGEN des Pays Bas, une sur la santé (MTN) en partenariat avec PSI/Mali, une sur la compétitivité des entreprises en partenariat avec le World Economic Forum et une sur les violences faites aux femmes avec comme partenaire le CNDIFE.

👉 Enquête Afrobaromètre

Objet	Sondage sur la qualité de la démocratie et de la gouvernance au Mali
Domaines d'investigation	✓ Infrastructures ✓ Caractéristiques sociodémographiques ✓ Gouvernance ✓ Démocratie ✓ Corruption ✓ Emploi et formation ✓ Insécurité et conflit du nord ✓ Economie et conditions de vie ✓ Revenu et bien-être ✓ Emigration ✓ Changement climatique ✓ Religion
Partenaire	Afrobaromètre
Durée	2 semaines de terrain
Période	15 - 28 janvier 2017
Echantillon	1200 hommes et femmes âgés de 18 ans et plus dans toutes les régions et le district de Bamako
Principales activités	✓ Adaptation et finalisation du questionnaire ✓ Recrutement et formation des enquêteurs ✓ Rédiger le manuel des enquêteurs ✓ Planifier la logistique pour les travaux de terrain ✓ Enquête sur le terrain ✓ Supervision des enquêtes sur le terrain ✓ Récupération des données sur Dropbox ✓ Création et gestion des bases de données sur SPSS ✓ Apurement de la base de données ✓ Traitement des données ✓ Rédaction et publication de résultats ✓ Dissémination

👉 Enquête auprès des chefs d'entreprises pour le Rapport sur la compétitivité mondiale

Objet	Rapport sur la compétitivité mondiale des entreprises 2015-2016
Domaines d'investigation	✓ Données générales sur l'entreprise, activités et stratégies ✓ Infrastructures ✓ Innovation et technologie ✓ Environnement financier ✓ Commerce extérieur et investissement ✓ Concurrence sur le marché domestique ✓ Conduite des affaires et innovation ✓ Sécurité ✓ Gouvernance ✓ Education et capital humain ✓ Santé ✓ Voyage et tourisme ✓ Environnement ✓ Risque
Partenaire	World Economic Forum
Durée	3 mois
Période	février – avril 2017
Echantillon	77 entreprises dans les régions de Sikasso, Ségou et Bamako
Principales activités	✓ Correspondance aux entreprises ✓ Dépôt des questionnaires auprès des entreprises ✓ Récupération des questionnaires remplis ✓ Envoi des questionnaires remplis à World Economic Forum

👉 Enquête sur les violences faites aux femmes

Objet	Violences faites aux femmes
Domaines d'investigation	✓ Caractéristiques sociodémographiques ✓ Habitat et condition de vie ✓ Economie ✓ Episodes de Violence ✓ Auteurs, moments et motifs de violence ✓ Réactions de la victime à la violence ✓ Impacts et séquelles de la violence ✓ Raisons de comportement de la violence ✓ Lutte contre la violence
Partenaire	CNDIFE
Durée	4 jours
Période	21 – 34 février 2017
Echantillon	64 répondantes
Principales activités	✓ Elaboration du questionnaire ✓ Reproduction des questionnaires ✓ Elaboration du masque de saisie sur CAPI ✓ Mise à disposition des outils de collecte ✓ Collecte des données sur le terrain ✓ Apurement de traitement des données ✓ Rédaction du rapport

👉 Enquête sur la promotion de la micro-assurance en Afrique

Objet	Promouvoir la micro-assurance en Afrique
Domaines d'investigation	✓ Identification du ménage ✓ Caractéristique sociodémographique ✓ Education ✓ Religion ✓ Habitat ✓ Aide et projets de développement

	✓ Agriculture ✓ Sécurité alimentaire ✓ Emploi et revenu ✓ Assurance agricole ✓ Dépenses et conditions de vie ✓ Chocs subis ✓ Préférences
Partenaire	Wageningen University
Durée	12 jours
Période	19 – 31 mars 2017
Echantillon	480 ménages
Principales activités	✓ Adaptation du questionnaire ✓ Recrutement et formation des enquêteurs ✓ Reproduction du questionnaire ✓ Elaboration du masque de saisie sur CAPI ✓ Elaboration du manuel des enquêteurs ✓ Planification de la logistique pour les travaux de terrain ✓ Collecte de données ✓ Supervision des enquêtes sur le terrain ✓ Création et gestion des bases de données sur SPSS ✓ Apurement de la base de données

👉 Enquête sur les Maladies tropicales négligées (MTN)

Objet	Connaissances, attitudes et pratiques des populations des régions de Kayes et de Koulikoro sur les maladies tropicales négligées (MTN)
Domaines d'investigation	✓ Connaissance des symptômes des MTN ✓ Modes de transmission des MTN ✓ Mesures préventives contre les MTN ✓ Traitement des MTN ✓ Campagne de traitement de masse ✓ Comportements favorisant les MTN ✓ Activités d'IEC/CCC ✓ Evaluation des projets/programmes de lutte contre les MTN ✓ Prévalence des MTN ✓ Morbidité e mortalité liées aux MTN ✓ Zones et groupes cibles ✓ Impacts socioéconomiques des MTN ✓ Suivi-évaluation (activités, budget, résultats obtenus)
Partenaire	PSI/Mali
Durée	12 jours
Période	20 – 31 mars 2017
Echantillon	27 focus groupes (249 personnes) et 21 informateurs clés dans les régions de Kayes et de Koulikoro
Principales activités	✓ Elaboration des guides d'entretiens ✓ Recrutement et formation des agents de terrain ✓ Mise à disposition des outils de collecte ✓ Collecte des données sur le terrain lors d'ateliers d'entretien ✓ Transcription ou saisie des informations collectées ✓ Rédaction de rapport

👉 Enquête de suivi du rappel des services de collecte pré et post-récolte

Objet	Evaluation d'impact du rappel des services de collecte pré et post-récolte et de la disponibilité à temps d'information prix sur le pouvoir marchand des petits exploitants agricoles et sur leurs revenus dans les cercles de Koutiala, Sikasso et Yorosso.
Domaines d'investigation	✓ Identification des ménages ✓ Caractéristiques sociodémographiques

	✓ Education ✓ Production agricole ✓ Revenu et sources de revenu dans les 12 derniers mois ✓ Sécurité alimentaire ✓ Dépenses et conditions de vie
Partenaire	ISSER
Durée	3 semaines
Période	14 Avril – 03 mai 2017
Echantillon	L'enquête a touché au total 2100 ménages dans la région Sikasso
Principales activités	✓ Adaptation du questionnaire ✓ Recrutement et formation des enquêteurs ✓ Reproduction du questionnaire ✓ Elaboration du masque de saisie sur CAPI ✓ Rédaction du manuel des enquêteurs ✓ Planification de la logistique pour les travaux de terrain ✓ Supervision des enquêtes sur le terrain ✓ Suivi des données sur Dropbox ✓ Production de rapports ✓ Dissémination des résultats

👉 Enquête qualitative sur les pertes post-récolte et la transformation des cultures cibles

Objet	L'étude qualitative de base sur les pertes post-récolte et la transformation des cultures cibles (maïs, niébé, mil et sorgho)
Domaines d'investigation	✓ les activités et les sources de revenu du ménage ✓ la richesse, le revenu et la sécurité alimentaire ✓ l'accès et l'utilisation des intrants agricoles ✓ la gestion et l'utilisation des produits agricoles ✓ l'autonomisation des femmes dans l'agriculture ✓ des variables exogènes potentielles
Partenaire	AGRA/ISSER
Durée	9 jours
Période	16 mai au 3 juin 2017
Echantillon	24 FGD (249 personnes), 18 informateurs clés (12 commerçants, 3 directions régionales, 3 agents de vulgarisation)
Principales activités	✓ Adaptation des guides d'entretien ✓ Recrutement et formation des agents de terrain ✓ Reproduction des guides d'entretien ✓ Elaboration du manuel des enquêteurs ✓ Planification de la logistique pour les travaux de terrain ✓ Collecte de données ✓ Supervision des équipes sur le terrain ✓ Saisie des données (transcription) ✓ Rédaction du rapport

3. Formation et renforcement des capacités



Durant l'exercice 2017, GREAT a mené des activités de formation et de renforcement des capacités conformément à son programme d'activités et à son plan

stratégique. Ces activités concernent dans un premier temps les formations dispensées par GREAT au profit de ses partenaires et groupes cibles en élaboration de projets de recherche et rédaction de publications scientifiques et en programmation sur Excel. Dans un second temps, le personnel et les collaborateurs de GREAT ont aussi suivi des formations, notamment dans les logiciels EvIEWS, R, MEGC, et en évaluation d'impacts pour un renforcement de leur capacité en vue de mener à bien leurs activités quotidiennes.

3.1. Ateliers de formation

Atelier de formation IUG

Thème	Atelier de formation des enseignants-chercheurs de l'IUG à l'élaboration de projets de recherche et rédaction scientifique
Modules de formation	✓ revue de littérature ✓ formulation de problématique et d'hypothèses de recherche ✓ identification des objectifs et résultats de recherche ✓ choix méthodologique y compris le corpus conceptuel et les techniques de collecte, de traitement et d'analyse des données ✓ établissement d'un calendrier réaliste des activités ✓ détermination du personnel avec indication de la responsabilité contractuelle ✓ élaboration et justification du budget ✓ présentation conventionnelle des références bibliographiques
Lieu	Bamako
Période	02 – 05 janvier 2018
Durée	4 jours
Organisateur	IUG
Formateurs	Massa Coulibaly
Supports	Les présentations
Participants	30 enseignants-chercheurs
Certification	Sans objet

Atelier d'harmonisation des approches d'orientation et de cadrage avec les ONG de mise en œuvre de la sous-composante 1.2 de SWEDD

Thème	Projet d'autonomisation des femmes du Sahel
Modules de formation	✓ Améliorer le niveau d'autonomisation des femmes et des adolescentes afin de leur permettre d'accéder plus facilement aux services de santé reproductive, infantile et maternelle de qualité ✓ Accroître la production et le partage des connaissances, ✓ Renforcer les capacités de mise en œuvre et la coordination régionale du projet
Lieu	Fana
Période	09 – 11 août 2017
Durée	3 jours
Organisateur	SWEDD

Formateurs	Boubacar Bougoudogo
Supports	Les présentations
Participants	25
Certification	Sans objet

3.2. Renforcement de capacités

☞ Atelier de formation en économétrie avec le Logiciel R

Thème	formation en économétrie avec le Logiciel R
Modules de formation	✓ Installation des logiciels R et RStudio et téléchargement de certains packages ✓ Initiation au langage R (Objets, fonction, données avec R et les Statistiques) ✓ Modèle linéaire simple ✓ Modèle linéaire multiple ✓ Série temporelle ✓ Econométrie des variables qualitatives : Régression linéaire avec les variables binaire, Logit et modèle Probit
Lieu	GREAT
Période	25- 26 août 2017
Durée	2 jours
Organisateur	GREAT
Formateurs	✓ Mekan Sissoko, Economètre Statisticien
Supports	✓ Présentations PowerPoint ✓ Documentation abondante en fichiers PDF ✓ Documentation en copies dures
Participants	6 participants tous de GREAT
Certification	Sans objet

☞ Atelier de formation en MEGC

Thème	✓ L'augmentations des salaires dans la fonction publique ✓ L'instauration d'une TVA sur les biens agricoles ✓ L'augmentation du stock de capital dans l'agriculture
Modules de formation	✓ Présentation du modèle Simali ✓ Modèle Simali sur GAMS ✓ Exercices de chocs et interprétation ✓ Simulation des chocs par les groupes de travail ✓ Présentation des résultats de simulation
Lieu	CT/CSLP
Période	23 – 27 octobre 2017
Durée	5 jours
Organisateur	CSLP
Formateurs	Monsieur Stéphane Calipel du FERDI
Supports	✓ Présentations PowerPoint ✓ Documentation abondante en fichiers PDF ✓ Documentation en copies dures
Participants	20 participants dont 1 de GREAT
Certification	Sans objet

☞ Atelier de formation sur Eviews

Thème	Prévision macroéconomique sous Eviews
Modules de formation	✓ Introduction au traitement et à l'analyse des données sous Eviews ✓ Concepts de modélisation, estimation, et test de spécification ✓ Interprétation des résultats des tests de spécification
Lieu	Bamako (Mali)

Période	27 – 28 octobre 2017
Durée	2 jours
Organisateur	✓ GREAT
Formateurs	✓ Makan Keita
Supports	✓ Présentations PowerPoint ✓ Documentation abondante en fichiers PDF ✓ Documentation en copies dures
Participants	6 participants tous de Great
Certification	Sans objet

☞ **Atelier national sur l'évaluation d'impact de la sous-composante 1.2 pour l'autonomisation des femmes et dividende démographique Sahel-Mali**

Thème	Evaluation d'impact de la sous-composante 1.2 pour l'autonomisation des femmes et dividende démographique Sahel-Mali
Modules de formation	✓ Présentation des projets ✓ Rappel des objectifs du sous-projet autonomisation économique des filles et des femmes, le ciblage géographique et des bénéficiaires, les principales activités du sous projet, les progrès réalisés à ce jour et les prochaines étapes ✓ Rappel des problématiques à résoudre dans le plan d'action, les objectifs du sous-projet scolarisation des filles, les stratégies d'intervention, le ciblage géographique et des bénéficiaires, les principales activités du sous projet, les progrès réalisés à ce jour et les prochaines étapes ✓ Rappel des objectifs du sous-projet, le ciblage géographique et des bénéficiaires, les principales activités et les indicateurs du sous projet, les progrès réalisés à ce jour et les prochaines étapes ✓ Les activités de la sous-composante 1.2 feront l'objet d'évaluation d'impact ✓ Les généralités de l'évaluation d'impact ✓ L'évaluation d'impact appliquée au SWEDD-Mali. ✓ Les prochaines étapes de l'évaluation d'impact et les outils de collecte pour l'enquête de base ✓ Les principaux indicateurs à suivre pour les besoins de l'évaluation d'impact de la sous composante 1.2 du SWEDD-Mali
Lieu	ENSEA d'Abidjan, Côte d'Ivoire
Période	23 – 25 mars 2017
Durée	3 jours
Organisateur	SWEDD Mali
Formateurs	✓ M. Sanoussi DIONI, point focal du projet SWEDD à la Direction Nationale de la Promotion de la Femme / MPFEF ✓ Mme Konaté Kounandi KEITA ✓ M. Robert Dabou ✓ Mme Olivia BERTELLI, Consultante Principale de l'évaluation d'impact
Supports	✓ Présentations PowerPoint ✓ Documentation abondante en fichiers PDF ✓ Documentation en copies dures
Participants	11 ONG dont Great
Certification	Sans objet

☞ **Atelier de formation pour la mise en place de l'Observatoire national du dividende démographique à Ségou**

Thème	La mise en œuvre du Projet "Autonomisation des Femmes et dividende démographique au Sahel"
Modules de formation	✓ Théorie de l'économie générationnelle ✓ Profils de consommation et de Revenu de Travail ✓ Déficit du Cycle de Vie, Ratio de Soutien et Dividende Démographique ✓ Concept, méthodologie et mesure

	✓ L'Indice de Développement Humain Etendu ✓ Les résultats de l'IDHE : cas du Sénégal ✓ les sources des données, méthodes de calcul et mesure ✓ Concepts et Fondements Théoriques ✓ Approche Méthodologique et Indicateurs ✓ Sources de Données ✓ Réseaux et territoires : Application au cas du Sénégal ✓ Présentation de l'indicateur de suivi du dividende démographique ✓ Composantes de l'indicateur synthétique de suivi du dividende démographique ✓ Concepts, théories de la communication ✓ Outils d'un plaidoyer efficace ✓ Concepts et théories autour de la notion de Système d'information ✓ Etude préliminaire et clarification de la demande ✓ Ateliers sur l'étude préliminaire du SI de l'observatoire ✓ Diagnostic de l'existant ✓ Etape 3 Diagnostic de l'existant : Modélisation du processus ✓ Etape 4 Modélisation du SI ✓ Système d'information
Lieu	Ségou, Mali
Période	04-17 juillet 2017
Durée	14 jours
Organisateur	SWEDD
Formateurs	✓ Professeur Latif Dramani
Supports	✓ Présentations PowerPoint ✓ Documentation abondante en fichiers PDF ✓ Documentation en copies dures
Participants	45 participants dont 1 de Great
Certification	Sans objet

☞ **Atelier de formation sur la finalisation de six rapports sur les dimensions de l'Observatoire national du dividende démographique du Mali**

Thème	Finalisation de six rapports sur les dimensions de l'observatoire national du dividende démographique du Mali
Modules de formation	✓ Validation de l'agenda et mise en place de l'équipe de rapporteurs ✓ Présentation du processus de mise en place l'observatoire nationale du dividende démographique ✓ Présentation synthétique des rapports sur les différentes dimensions ✓ Finalisation des différents rapports et l'élaboration des différentes présentations PowerPoint
Lieu	Fana, Mali
Période	4 – 10 décembre 2017
Durée	7 jours
Organisateur	SWEDD
Formateur	✓ M. Kamus, Consultant
Supports	✓ Présentations PowerPoint ✓ Documentation abondante en fichiers PDF ✓ Documentation en copies dures
Participants	22 participants dont 1 de Great
Certification	Sans objet

4. Communication et information



"Réformes politiques et pratiques électorales" et "Le franc CFA". Il a aussi participé à des conférences, à Bamako et ailleurs ainsi qu'à bien d'autres activités dont les réunions du Comité de prévision et de modélisation, et du réseau Think Tank UEMOA, de AERC, de IBP, Afrobaromètre, etc.

En 2017, GREAT a organisé trois cafés avec respectivement comme thème "Alternance des partis politiques",

4.1. Dissémination

📌 Atelier de dissémination des résultats enquêtes ISSER Bamako

Thème	Projet d'appui aux coopératives et entreprises de services agricoles pour l'accès au marché par les petits producteurs et les femmes rurales (D-MASS)
Public cible	✓ Presse écrite, orale et audiovisuelle ✓ Les services techniques de l'agriculture ✓ Les services publics de l'agriculture ✓ Coopératives de producteurs ✓ L'INSTAT ✓ CT/CSLP ✓ Les universitaires ✓ Les ONG ✓ Les structures publiques
Date	07 novembre 2017
Lieu	Hôtel Olympe, Bamako
Animateurs	Monsieur Maïga de consortium AMEDD/AMASSA
Compte rendu	La présentation s'est faite suivant le plan suivant: ✓ Résumé de contexte du projet ✓ Schémas du mode d'intervention ✓ Sites du projet ✓ Activité clés ✓ Résultats obtenus ✓ Leçons apprises ✓ Partenaire de mise en œuvre

📌 Atelier de dissémination des résultats enquêtes ISSER Bamako

Thème	Impacts des rappels de formation en matière de services collecteurs pré et post-récolte sur les petits producteurs agricoles au Mali
	✓ Presse écrite, orale et audiovisuelle ✓ Les services techniques de l'agriculture ✓ Les services publics de l'agriculture ✓ Coopératives de producteurs ✓ L'INSTAT ✓ CT/CSLP ✓ Les universitaires

	✓ Les ONG ✓ Les structures publiques
Date	07 novembre 2017
Lieu	Hôtel Olympe, Bamako
Animateurs	Monsieur Boubacar Bougoudogo, GREAT
Compte rendu	La présentation s'est faite suivant le plan suivant: ✓ Introduction ✓ Intervention du programme ✓ Théorie du changement et hypothèse de recherche ✓ Zone d'étude ✓ Calendrier d'intervention ✓ Méthode d'étude ✓ Résultats obtenus ✓ Conclusions ✓ Annexe

☞ **Atelier de Concertation régionale sur l'Examen stratégique de la sécurité alimentaire et de la nutrition au Mali "Faim zéro" de Ségou et de Sikasso**

Thème	Examen Stratégique de la Sécurité alimentaire et de la Nutrition au Mali "Faim Zéro" de Ségou et de Sikasso
Public cible	✓ Coordonnateur de la CT/CSLP ✓ Gouverneur de la région de Ségou ✓ Gouverneur de la région de Sikasso ✓ Maire de la Commune urbaine de Ségou ✓ Représentante Résidente du Programme alimentaire mondial, ✓ Représentant de la FAO ✓ Président du Comité technique de suivi de l'Examen stratégique nationale de la sécurité alimentaire et de la nutrition au Mali "Faim zéro", ✓ Secteur privé ✓ Société civile ✓ Collectivités locales
Date	13 – 14 septembre 2017
Lieu	Gouvernorat de Ségou, Mali
Animateur	✓ Massa Coulibaly, GREAT
Compte rendu	La présentation portait sur: ✓ Objectifs ✓ Contexte général ✓ Etat de la sécurité alimentaire et de la nutrition suivant l'ODD 2 ✓ Revue des politiques et programmes de sécurité alimentaire et nutritionnelle ✓ Rôle et place du secteur privé dans l'atteinte de l'ODD 2 ✓ Partenariat Sud-Sud et triangulaire pour l'atteinte de l'ODD 2 ✓ Analyse des insuffisances en matière de sécurité alimentaire et de nutrition ✓ Actions d'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle

4.2. Café

☞ **Alternance des partis politiques et permanence des hommes au pouvoir municipal dans la commune rurale de Sirakorola**

Thème	Est-ce de l'opportunisme ou une grande capacité d'anticipation ?
Public cible	✓ Les agents de GREAT ✓ Des chercheurs
Date	30 juin 2017
Lieu	Bamako
Animateurs	Yaouaga Félix KONE
Compte rendu	✓ A Sirakorola, comme dans toutes les communes où les élections communales ont pu se tenir, la campagne a duré 2 semaines ✓ Les 10 partis politiques qui ont pris part aux élections sont des antennes locales des

	partis nationaux qui se sont implantés dans la commune à travers des réseaux de parenté ou d'intérêts politiques divers. ✓ Les populations de la commune ont pu participer sans crainte apparente à toutes les élections communales depuis 1999 jusqu'à nos jours. ✓ Dans un contexte de proportionnelle, les derniers sur la liste travaillent d'abord pour les premiers. Le positionnement sur la liste est aussi fonction du poids financier de chaque candidat. Les responsables politiques diront toujours que la position sur la liste est fonction de l'importance de l'engagement du candidat, en termes de prise en charge du parti : « dans le parti on sait qui est qui, qui est capable de quoi et qui fait quoi pour l'existence (la vie) du parti. » Dans l'histoire des soubresauts de partis, il n'est pas rare d'entendre dire qu'où de voir « les frelons (bailleurs) chasser les abeilles (les ouvriers de la première heure). » Il n'est pas rare non plus de voir les membres de partis faiblement installés faire appel à des personnalités bénéficiant d'une forte légitimité pour être tête de liste. ✓ Sirakorola, les hommes politiques qui ont survécu aux tempêtes, plus ou moins violentes, qui ont emporté plusieurs partis ont une grande capacité pour décrypter les messages annonçant les dangers qui les guettent et prendre les dispositions appropriées ✓ Chaque élection annonce une période de turbulence dans toutes les formations partis, du fait de la lutte des factions ✓ la période pendant laquelle, des partis politiques cherchent des hommes forts et des hommes forts cherchent des partis politiques en mal de représentativité au niveau local ✓ Les hommes politiques permanents sont ceux qui refusent les sorts défavorables. ✓ Ils comptent généralement sur le poids de leur faction et sur un électorat ou une clientèle importante que celle-ci peut mobiliser en toutes circonstances. ✓ La décentralisation a ainsi fait apparaître sur la scène locale des professionnels de la politique.
--	---

☞ Réformes politiques et pratiques électorales à Mountougoula : femmes et jeunes entre impulsion et autopromotion politiques

Thème	Comment les réformes politico-juridiques sur la loi électorale, le genre et le code des collectivités remodelent les pratiques et la vie politique locale ?
Public cible	✓ Les agents de GREAT ✓ Des chercheurs
Date	30 juin 2017
Lieu	Bamako
Animateur	Mr N'Gna Traoré
Compte rendu	✓ La dynamique de la décentralisation engage le Mali dans un cycle quinquennal d'organisation des élections communales depuis Mai 1999, date de la tenue des premières élections décentralisées dans le pays. Dès lors, une nouvelle culture électorale tente de s'articuler avec les logiques politiques de terroir, en les modifiant plus ou moins. Cette culture porte l'effet d'impulsion de la politique nationale, dans la logique de promotion de la démocratie, qui définit les règles de conquêtes et d'exercice du pouvoir communal. Celles-ci incluent les jeunes et les femmes, autrefois exclus, de fait, des processus politiques locaux, dans les compétitions électorales. Quelles sont les pratiques électorales qui s'incrémentent dans l'espace local à la faveur de la communalisation ? Comment les jeunes et les femmes mettent-ils à profit les opportunités démocratiques qui leur sont offertes ? ✓ Les élections communales de Novembre 2016 marquent une exception à la règle quinquennale. Elles ont eu lieu, à cause de la crise politico-sécuritaire que traverse le Mali depuis 2012, après deux années de prolongation dans le mandat des conseillers communaux élus en 2009. Prévue pour Avril 2014, ces élections se sont déroulées après trois réformes politico-juridiques importantes adoptées en 2014, 2015 et 2016. La première concerne une modification du code des collectivités qui redéfinit les conditions et les modalités d'élection du maire. La seconde réforme est une modification de la loi électorale qui interdit désormais les gadgets de campagne. Enfin la troisième réforme porte sur le genre et définit le critère de 30% pour la représentativité de l'un ou l'autre genre sur les listes de candidature. Quelle influence, ces lois ont-elles sur le processus électoral dans la commune de Mountougoula ?

	✓ Cette communication s'intéresse aux pratiques électorales dans la commune de Mountougoula à la périphérie de Bamako. C'est une commune marquée par l'articulation des formes d'organisations sociopolitiques modernes avec des structures sociales et politiques traditionnelles. Associations de jeunes et de femmes dans leurs formes modernes et traditionnelles s'imbriquent de même que ruralité et urbanité cohabitent et s'interpénètrent dans cette localité. Il s'agit d'analyser, dans une perspective comparatiste, les formes d'implication des jeunes et des femmes dans le jeu politique local et d'expliquer, comment les réformes politico-juridiques sur la loi électorale, le genre et le code des collectivités
--	--

📌 Le franc CFA (FCFA)

Thème	Peut-on parler du FCFA dans un débat scientifique dépassionné ?
Public cible	✓ Les agents de GREAT ✓ Des chercheurs
Date	13 novembre 2017
Lieu	Bamako
Animateur	✓ Dr. Lamine KEÏTA
Compte rendu	✓ Non le passage à l'euro n'a pas constitué une autre dévaluation du FCFA ✓ Il s'agit d'un changement d'unité de valeur: l'unité initiale, le FF a été multipliée par 6,559 pour passer à l'euro. Ce faisant, l'ancien instrument de mesure ne représente plus 0,01 étalon mais 6,559 fois plus petit soit 0,00152 euro comme il en est pour tous les prix dont la valeur en euro équivaut à l'ancienne valeur divisée par 6,559 ✓ L'unité usuelle de mesure est devenue plus petite ainsi que la valeur mais dans le même rapport. ✓ Donc le changement à l'euro est en réalité neutre

4.3. Séminaires et conférences

📌 Conférence ouest africaine

Thème	Evidence to Action de l'UÉMOA
Public cible	✓ ISSER ✓ Universitaires ✓ IPA ✓ ICED ✓ IFPRI ✓ FAO ✓ GREAT ✓ MIT ✓ Médias
Date	25 – 26 juillet 2017
Lieu	Accra, Ghana
Animateur	✓ Prof. Michael Carter, California University ✓ Dr. Eric Atakora ✓ M. Louis Hodey ✓ Dr. Sérigne Kandji ✓ Dr. Felix Yeboah ✓ Dr. Marie Rarieya, VP ICED ✓ Dr. Nama Kéïta, FAO ✓ Ms. Estelle Plat, IPA ✓ Ms. Rebecca Toole, MIT ✓ Dr. Samuel Benin, IFPRI
Communications	✓ Temporary input subsidies, savings and sustainable adoption of improved agricultural technologies, cas du Mozambique ✓ Post harvest losses assessment of vegetables in some selected communities in Ashanti and brong ahafo regions of Ghana ✓ Impact of reminders of post-harvest aggregation services on small holder farmers in

	Mali ✓ Evaluation d'impacts de l'irrigation de l'horticulture au Sénégal ✓ Project overview and insights from the household base survey ✓ Africa's Evolving employment structure : trends and implications for youth livelihoods ✓ Progress in achieving key target and outcomes- evidence and policy implications ✓ Programme détaillé de développement de l'agriculture en Afrique (PDDAA) ou CAADP, programme du NEPAD pour booster l'agriculture en Afrique ✓ Status of agriculture statistics and policy implication in sub-saharan Africa ✓ La microfinance agricole, un projet de soro yiriwa so et save the children dans les cercles de Bougouni et de Yanfolila ➤ Quelle zone d'étude pour le cas du Mali ? ➤ Le coût du crédit est plus élevé et a tendance à maintenir les pauvres dans la pauvreté ? ➤ Les maliens n'ont pas trop tendance à aller vers le prêt bancaire ? puisque la chaîne de solidarité familiale peut jouer un rôle ?
	✓ Emerging insights from randomized evaluations on credit and savings or smallholders

👉 Atelier de renforcement du travail budgétaire régional en Afrique francophone

Thème	Renforcement du travail budgétaire régional en Afrique francophone
Public cible	✓ Partenaires des pays francophones d'Afrique occidentale et centrale
Date	13 – 15 septembre 2017
Lieu	Dakar, Sénégal
Animateur	✓ IBP
Compte rendu	✓ Le contexte de cet atelier a été l'amélioration impressionnante de la transparence budgétaire dans l'ensemble des pays d'Afrique francophone au cours de ces dernières années, mesurée par l'Indice sur le budget ouvert, stimulée par les catalyseurs régionaux et nationaux

👉 Premier séminaire du RTT-UÉMOA

Thème	Contribuer à améliorer les résultats de recherche sur les thématiques d'intérêt communautaire retenus par le réseau afin d'aider à la prise de décision de la Commission de l'UÉMOA
Public cible	✓ Ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation du Sénégal ✓ CSR ✓ Commission de l'UÉMOA ✓ Comité exécutif du RTT-UÉMOA ✓ GREAT ✓ FSEG/USGB ✓ Université de Ségou ✓ CEDRES/UO2 ✓ ENAM/UAC ✓ FAST/UAC ✓ CIRES/UFHB ✓ LAPDD/UCAD ✓ LINC/UCAD ✓ IPAR/UCAD ✓ LARES ✓ CRES ✓ CREA ✓ CERER
Date	25 – 27 septembre 2017
Lieu	Dakar
Animateur	✓ Aly COULIBALY ✓ Souleymane DIARRA
Compte rendu	✓ Objectifs de la réunion ✓ Présentation des résultats des travaux des chercheurs ✓ Proposition d'amélioration de la qualité des travaux

	✓ Formulation des recommandations globales susceptibles d'éclairer les décideurs politiques de l'espace UÉMOA à la prise de décision. ✓ Formation en méthodologie ✓ Recueil de modèles
--	--

☞ Atelier régional de renforcement des capacités des OSC en contrôle budgétaire

Thème	Renforcement des capacités des OSC en matière de contrôle budgétaire
Public cible	✓ Représentant de la délégation UE au Cameroun ✓ Organismes internationaux ✓ Partenaires des pays francophones d'Afrique occidentale et centrale ✓ Société civile
Date	14 – 16 novembre 2017
Lieu	Douala, Cameroun
Animateurs	✓ M. Laurent Billy, Conseiller technique régional Contrôle externe Pôle de Dakar ✓ M. Mamadou Issa Baba, Conseiller régional CEMAC au Pôle PNUD de Dakar ✓ M. Bassidy DIABATE, Coordonnateur du Groupe de suivi budgétaire ✓ M. Boubacar Bougoudogo, GREAT Mali ✓ Daouda Camara, Pôle UNDP de Dakar ✓ M. Fulbert MABALA BAYITA ✓ Daouda Kamano, Pôle de Dakar
Compte rendu	✓ L'objet de l'atelier était de capitaliser les expériences des OSC en matière de transparence ✓ Comment mieux faire le travail de contrôle budgétaire des OSC ✓ Connaître le cadre harmonisé de 2011 en voie de transposition dans les pays de la CEMAC ✓ Maîtriser des directives surtout le code de transparence et la loi sur les finances publiques ✓ Que faire en période d'absence de transparence ✓ Mode de vulgarisation simplifiée ou budget citoyen

☞ Atelier du Réseau francophone sur la transparence budgétaire

Thème	Renforcement des liens et de partage des connaissances du Réseau Francophone
Public cible	✓ Organismes internationaux ✓ Partenaires des pays francophones d'Afrique occidentale et centrale ✓ Société Civile
Date	04 – 06 décembre 2017
Lieu	Mexico
Animateurs	✓ Aiden Gilmore ✓ Maria Rodriguez ✓ Jason Lakin, IBP ✓ Iara de INESC Brésil ✓ Ann Blyberg
Communications	✓ S'engager avec les tendances régionales et internationales ✓ Beaucoup de travail au niveau de la société civile sur le budget ✓ Possibilité d'accroître la transparence dans les pays ces dernières années jusqu'à l'année où on sent une certaine tendance à la baisse ✓ communications sur les budgets – réfléchir et planifier de manière stratégique ✓ Communication confuse sans cible particulière sur le site web, sur les réseaux sociaux ✓ Le défi à relever au cours du projet ? ✓ Les partenaires et IBP partagent-ils un programme commun ? ✓ La transparence subnationale – Un défi complexe ✓ Sessions en petits groupes ✓ Les budgets de la santé et la transparence verticale ✓ Traiter de la transparence horizontale ✓ Utiliser les cadres et les systèmes juridiques ✓ Dépenses fiscales : une initiative collaborative de recherche, de plaidoyer et de

	renforcement de capacités
	✓ Visualiser les intersections- cartographier nos réseaux
	✓ Renforcer le leadership dans le domaine budgétaire

☞ 37ème Atelier biannuel de recherche de l'AERC

Thème	La gouvernance pour le développement en Afrique
Public cible	Les chercheurs
Date	03 – 07 décembre 2017
Lieu	Arusha
Animateurs	✓ Dorothe Singer (WB) ✓ Abebe (BAD) ✓ Massa Coulibaly (GREAT) ✓ Paul Collier ✓ Debe
Communications	✓ What explains trust in Banks? The role of governance ✓ Tax compliance and good governance in Africa ✓ Comment mesurer le niveau de démocratie au Mali et en Afrique ? ✓ Le consentement et le respect des obligations ✓ Rapport 2017 de la Banque mondiale: Governance and the law

☞ La semaine nationale de partage de la Gestion Axée sur les Résultats de Développement (GRD)

Thèmes	✓ La semaine nationale de partage de la Gestion Axée sur les résultats de développement (GRD)
Public cible	✓ CoP-Mali/GRD ✓ Résident de la BAD ✓ Ministre de l'économie et des finances ✓ Société civile ✓ UEMOA/AfriK4R ✓ CPS du secteur de l'éducation ✓ CPS du secteur des transports ✓ Cabinet du Premier Ministre ✓ Cop-Mali ✓ Direction du Budget ✓ Cellule technique CSLP ✓ Directeur du Centre de formation/perfectionnement en statistique ✓ Ministère de la promotion de l'investissement et du secteur privé ✓ CADD/MS HP ✓ GREAT
Date	28 février - 2 mars 2017
Lieu	Hôtel Kempinski - El Farouk – Bamako
Animateurs	✓ Monsieur Amadou DAO, coach national pour le Mali ✓ Monsieur Abdoul Karim LO, ancien Ministre du Sénégal ✓ Monsieur Oumar CISSE de la CPS du secteur de l'éducation ✓ Monsieur N'Golo COULIBALY, Directeur de la CPS du secteur des transports ✓ Monsieur Abdrahamane COULIBALY, Economiste Planificateur au Cabinet du Premier Ministre ✓ Mahamadou Zibo MAIGA, président de Cop-Mali ✓ Monsieur Bakary COULIBALY, le Directeur Général Adjoint du Budget ✓ Monsieur Sadio Koly KEITA de la Cellule technique CSLP ✓ Modibo KAMPO, Coordinateur national du Forum des Organisations de la Société Civile ✓ Dr Arouna SOUGANE, Directeur du Centre de formation/perfectionnement en statistique ✓ Monsieur Baboye KANE, chargé du Suivi et Evaluation à la Cellule Technique des Réformes du Climat des Affaires du Ministère de la Promotion de l'Investissement et

	du Secteur Privé
	✓ Dr Baboua TRAORE Chargé des Questions de Santé Publique CADD/MS HP
	✓ Présentation de la semaine nationale (agenda, contexte, objectifs et résultats attendus)
	✓ Introduction à la GRD, Communauté AfCoP/Projet AfCoP/Initiative AfriK4R
	✓ Communication sur le "Système d'Information et de Gestion de l'Education (SIGE), axé sur les résultats" Communication sur le secteur des transports,
	✓ La communication sur le Leadership pour les résultats (1er pilier de la GRD).
	✓ La communication sur la planification pour les résultats (PAR), 2ème pilier de la GRD
	✓ La communication sur la "Budgétisation Axée sur les Résultats (BAR)", 3ème pilier de la GRD
Communications	✓ La communication sur la "Capacité institutionnelle à délivrer des biens et services", 4ème pilier de la GRD
	✓ Communication sur la "Redevabilité en matière de gestion axée sur les résultats de développement (GRD), 5ème pilier de la GRD
	✓ La communication sur le "Système d'information, capacité statistiques et suivi-évaluation", 6ème pilier de la GRD
	✓ La communication sur le "système d'information de la CTRCA, eRegulations Mali"
	✓ La communication sur "l'introduction à l'Approche par les Résultats Rapides dans le secteur de la santé"
	✓ La communication sur "introduction à l'Approche par les Résultats Rapides (ARR)"

☞ Deuxième journée scientifique de l'ONEF

Thèmes	Problématique de l'insertion professionnelle des diplômés dans le marché du travail
Public cible	✓ Les Représentants des départements ministériels ✓ partenaires techniques et financiers ✓ Les institutions de recherche ✓ Le secteur privé ✓ La société civile ✓ Les étudiants ✓ Les organisations professionnelles ✓ Les syndicats ✓ Les experts venus de la sous-région
Date	28 décembre 2017
Lieu	Salle "Moussa Balla Coulibaly" du Conseil National du Patronat du Mali (CNPM), Bamako
Animateurs	✓ Les experts de l'ONEF ✓ Monsieur Drissa BALLO, Coordinateur du Projet de Développement des Compétences et Emploi des Jeunes (PROCEJ) ✓ Massa COULIBALY de GREAT ✓ Monsieur Dramane HAIDARA, Directeur Pays du BIT, Bureau d'Abidjan
Compte rendu	✓ présenter au public les résultats des différentes études réalisées sur l'insertion des diplômés au Mali; ✓ instaurer un cadre de discussion et de sensibilisation des acteurs venant d'horizons divers sur la problématique de l'insertion des diplômés ; ✓ définir le rôle de chaque acteur (Etat, secteur privé, organisme de formation) dans la promotion de l'emploi ; ✓ formuler des recommandations pertinentes pour une meilleure insertion professionnelle des diplômés.

5. Publications



5.1. Les Great_Cahiers

Titre	Mali - La pluriactivité
Numéro	59_1
Date de publication	Janvier – Mars 2017
Auteurs	Massa Coulibaly et Boubacar Bougoudogo
Nombre de pages	24 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, Internet

Titre	Mali – La mobilité sociale
Numéro	59_2
Date de publication	Janvier – Mars 2017
Auteurs	Massa Coulibaly
Nombre de pages	25 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, Internet

Titre	Mali – Le revenu d'emploi
Numéro	59_3
Date de publication	Janvier – Mars 2017
Auteurs	Massa Coulibaly et François Koné
Nombre de pages	19 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, Internet

Titre	La classification des régions du Mali selon des indicateurs socioéconomiques et démographiques
Numéro	60
Date de publication	Avril – Juin 2017
Auteurs	Traoré B. et Sountoura I.
Nombre de pages	26 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, Internet

Titre	Niveau optimal d'endettement et croissance économique dans la zone UEMOA
Numéro	61
Date de publication	Juillet – Septembre 2017
Auteurs	Ibrahima Diallo
Nombre de pages	53 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, Internet

Titre	Pour une meilleure gouvernance des actions humanitaires au Mali
Numéro	62
Date de publication	Octobre – Décembre 2017
Auteurs	Seydou Samaké
Nombre de pages	27 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, Internet

5.2. Le Great_Savoir

Titre	Que sait-on de l'équilibre
Numéro	073
Date de publication	Janvier 2017
Auteurs	Massa Coulibaly
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	Les défis de l'économie conventionnelle de développement
Numéro	074
Date de publication	Février 2017
Auteurs	J. Dirck Stryker
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	Diagnostic de la croissance
Numéro	075
Date de publication	Mars 2017
Auteurs	J. Dirck Stryker
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	Economie de la pauvreté
Numéro	076
Date de publication	Avril 2017
Auteurs	J. Dirck Stryker
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	Problématique de l’insertion professionnelle des diplômés dans le marché du travail
Numéro	077
Date de publication	Mai 2017
Auteurs	Massa Coulibaly
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	La classification des régions du Mali selon quelques indicateurs socio-économiques et démographiques
Numéro	078
Date de publication	Juin 2017
Auteurs	Traoré B. et Sountoura L.
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	L’insécurité alimentaire à Kayes et Tombouctou
Numéro	079
Date de publication	Juillet 2017
Auteurs	Massa Coulibaly
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	La malnutrition dans les régions de Kayes et Tombouctou
Numéro	080
Date de publication	Août 2017
Auteurs	Massa Coulibaly
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	Le marché du travail au Mali en bref
Numéro	081
Date de publication	Septembre 2017
Auteurs	Massa Coulibaly
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	L’emploi salarié au Mali
Numéro	082
Date de publication	Octobre 2017
Auteurs	Massa Coulibaly
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	Le temps de travail au Mali
Numéro	083
Date de publication	Novembre 2017
Auteurs	Massa Coulibaly
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	Chômage et sous-utilisation de la main d'œuvre au Mali
Numéro	084
Date de publication	Décembre 2017
Auteurs	Massa Coulibaly
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

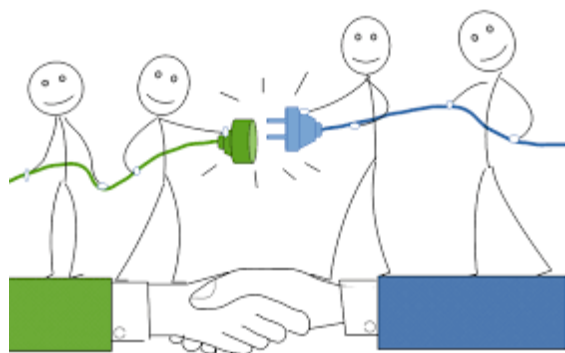
5.3. Base de connaissances



Les publications de GREAT sont distribuées, en copies dures toutes

disponibles, sur le site web de GREAT (www.greatmali.net) dans la rubrique "Publication". De même, le "Great_Savoir" est accessible sur abonnement gratuit via le portail du site et en quelques copies dures et on peut aussi accéder aux archives des bulletins (GREAT_Savoir). Les lecteurs de nos publications sont des universitaires et chercheurs, des décideurs politiques, la société civile et des partenaires techniques et financiers.

6. Partenariat



A ce jour, GREAT peut s'estimer heureux d'avoir pu conserver le partenariat, oh combien à lui bénéfique, de certaines institutions de recherche telles que Afrobaromètre, World Economic Forum, IBP, PEP et PSI/Mali, CRES Dakar. A ces

partenaires de longue date, se sont ajoutés ISSER, AGRA et SUMAfrica avec espoir d'une longévité tout aussi à toute épreuve.

A l'interne, GREAT travaille de plus en plus étroitement avec la Cellule technique CSLP, l'INSTAT et certaines CPS, l'ONEF, la DNPd, la DGB, MEF, SWEDD ainsi que la presse, écrite comme audio-visuelle. Bien entendu, la recherche de partenariat se poursuit à tous les niveaux de l'administration, de la société civile, de la presse et des bailleurs de fonds, internationaux comme nationaux.

6.1. Institutions de recherche

INSTAT (Institut national de la statistique)	✓ Partenariat multidimensionnel
CPM (Comité de prévision et de modélisation)	✓ Réunions statutaires du CPM
Afrobaromètre	✓ Réunions du Comité exécutif
	✓ Conférence Afrobaromètre des utilisateurs politiques
	✓ Réunion de synthèse des enquêtes Afrobaromètre
ISSER	✓ Etude d'évaluation d'impacts formation
CRES	TEC de la CEDEAO
SUMAfrica	✓ Indice d'évaluation d'impact de l'assurance au Mali

6.2. Administration publique

DNPd	✓ Formation et toilettage du modèle macroéconomique de la DNPd
CSLP	✓ Recherche sur les ODD
USSGB	✓ Formation, études et recherche
ONEF	✓ Formation, études et recherche
SWEDD	✓ Evaluation d'impacts
MEF	✓ Amélioration de la performance du modèle de prévision du CBMT

6.3. Société civile

Groupe de suivi budgétaire	✓ Rapport d'analyse du budget 2017 du conseil régional de Sikasso
	✓ Rapport d'analyse du budget 2017 du conseil de cercle de Sikasso
	✓ Rapport d'analyse du budget 2017 du conseil de cercle de Bougouni
	✓ Rapport d'analyse du budget 2017 du conseil de cercle de Yorosso
	✓ Rapport d'analyse du budget 2017 du conseil communal de Sido
	✓ Rapport d'analyse du budget 2017 du conseil de cercle de Koutiala
	✓ Rapport d'analyse du budget 2017 du conseil communal de Nièna

	✓ Rapport d'analyse du budget 2017 du conseil communal de Zantiébougou
	✓ Rapport d'analyse du budget 2017 du conseil communal de Kéléya
	✓ Rapport d'analyse du budget 2017 du conseil communal de Koumantou
	✓ Rapport d'analyse du budget 2017 du conseil communal de N’Kourala
AMEDD	✓ Présentation de résultats
AMASSA Afrique verte	✓ Présentation de résultats

6.4. Partenaires techniques et financiers

PNUD	✓ Recherche sur les ODD
NDI	✓ Rencontre partenariat
ONE	✓ Processus budgétaire, agriculture et ODD
IBP	✓ Transparence budgétaire
AGRA	✓ Etude d'évaluation d'impacts
World Economic Forum	✓ Enquêtes sur la compétitivité globale des entreprises
PSI	✓ Enquêtes et études

7. Fonctionnement institutionnel



GREAT, érigé en ONG depuis le 01 juillet 2009 sous l'Accord cadre n° 001079 dispose de trois niveaux d'instances, une

Assemblée générale qui définit ses grandes orientations, un Comité d'orientation qui se charge de décliner ses orientations en programmes et de contrôler leur mise en œuvre par la Direction exécutive. La direction exécutive composée de 4 départements (Etudes et recherche, Enseignement et formation, Information et communication, Administration et finances) assure la mise en œuvre quotidienne du programme d'activités annuel.

7.1. Programmation et responsabilisation des activités



GREAT, ONG de recherche, en plus de cette recherche, a pour vocation la formation, la publication, l'assistance et la promotion de la science et de la culture.

En 2017, les travaux de recherche de GREAT ont principalement porté sur le Développement durable, la croissance économique, l'emploi, les finances, la santé et le genre.

Courant 2017, GREAT a mené au total sept enquêtes. La première était un sondage d'opinion sur la qualité de la gouvernance et de la démocratie. La deuxième portait sur la compétitive globale des entreprises qui est une enquête annuelle depuis plus de dix ans. La Troisième était sur les violences faites aux femmes, la quatrième sur la micro-

assurance en Afrique. La cinquième portait sur les Maladies tropicales négligées. La sixième était une enquête agricole de suivi et la septième une enquête qualitative agricole de base.

Les formations données ont porté sur les techniques quantitatives à l'endroit des Assistants de l'université, l'analyse genre (traitement de données et production de rapports) à l'endroit des cadres du CNDIFE et une dernière sur le CBMT à l'endroit des agents de la DGB et de la DNP.

Le personnel de GREAT a aussi bénéficié des formations dans le cadre de renforcements de capacité en modélisation (MEGC), en évaluation d'impact, aux logiciels R, Eviews et CAPI.

En 2017, GREAT a trois cafés à son actif. Le premier a porté sur l'Alternance des partis politiques et permanence des hommes au pouvoir municipal dans la commune rurale de Sirakorola, le deuxième sur les réformes politiques et les pratiques électorales à Moutougoula et troisième sur Franc CFA.

GREAT a participé à 8 séminaires et conférences nationaux comme internationaux en 2017. En matière de publication, 6 GREAT_Cahiers, 12 GREAT_Savoir sont à l'actif de GREAT. En plus des GREAT Cahier et des GREAT Savoir, une base de données permanemment actualisée est disponible sur le site de GREAT. Le Directeur exécutif de GREAT veille au bon fonctionnement des départements. La répartition des tâches quotidiennes entre le

personnel des différents départements se fait à l'aide d'un tableau de bord qui est mis à jour au fur et à mesure de l'exécution satisfaisante des activités. Pour chaque activité, ce tableau retrace les tâches à accomplir, les personnes responsables, les délais à respecter et d'éventuelles observations.

7.2. Réunions statutaires



Le Conseil d'orientation s'est réuni le 1^{er} juin 2017 sous la présidence du Directeur exécutif de GREAT, président du Conseil. L'ordre du jour portait sur l'adoption du compte rendu de la réunion du 30 avril 2016, l'examen et la validation du Rapport d'activités de l'année 2016 et du Programme d'activités 2017, l'actualisation du Plan stratégique de GREAT, l'actualité brûlante du pays et ses implications en matière d'études et de recherche notamment

l'élaboration d'un modèle de cadrage et de prévision macroéconomique pour le Mali et les divers. Durant l'année 2017, la Direction exécutive a fonctionné normalement et tous les départements ont pu exécuter les activités programmées relevant de chacun d'eux. Au total cinq réunions de personnel ont été tenues sous la présidence du Directeur exécutif qui coordonne les activités des 4 départements. Ces réunions ont porté sur la planification des travaux en cours ou en instance d'exécution.

Selon le besoin, une partie de l'équipe exécutive s'est souvent retirée en ateliers résidentiels pour préparer ou exécuter certaines activités dans le souci de respecter les délais impartis. Au total ce sont 9 ateliers de 5 jours environ chacun qui se sont tenus durant l'année 2017.

8. Suivi budgétaire

8.1. Système de gestion



Dans l'optique d'un meilleur suivi budgétaire, GREAT s'est toujours servi de l'outil informatique de gestion budgétaire, SAGE COMPTABLE. Il permet de:

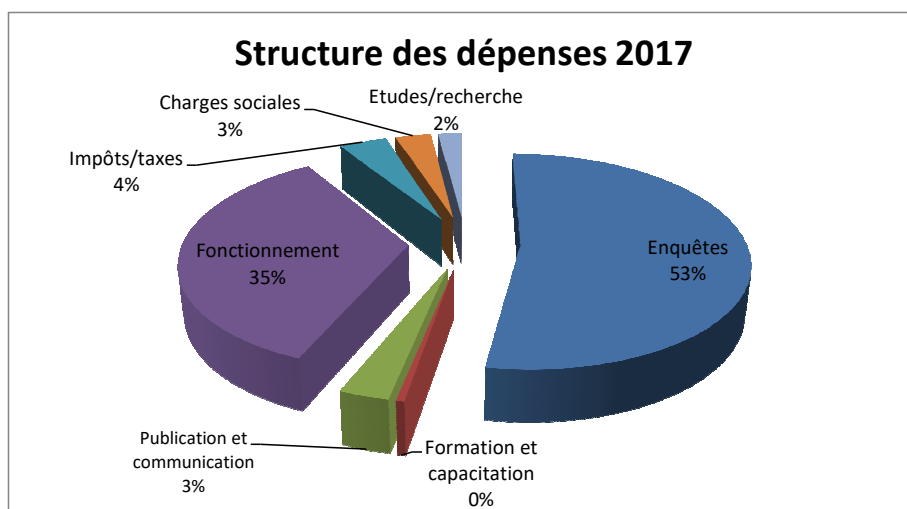
- ✓ enregistrer régulièrement tous les éléments d'exécution du budget (encaissements et dépenses)
- ✓ lire directement le solde disponible sur chaque ligne du budget
- ✓ faire des prévisions et projections
- ✓ évaluer les besoins de trésorerie
- ✓ établir un rapport financier à tout moment.

En plus des enregistrements dans SAGE COMPTABLE, le Département en charge de l'administration et des finances de GREAT se sert d'un programme bien ficelé sur Excel pour suivre plus en détail toutes les ressources et toutes les dépenses de GREAT par source et par ligne budgétaire. Ce suivi permet de donner en détail à tout moment la situation de chacune des sources et par ligne budgétaire.

8.2. Structure des dépenses

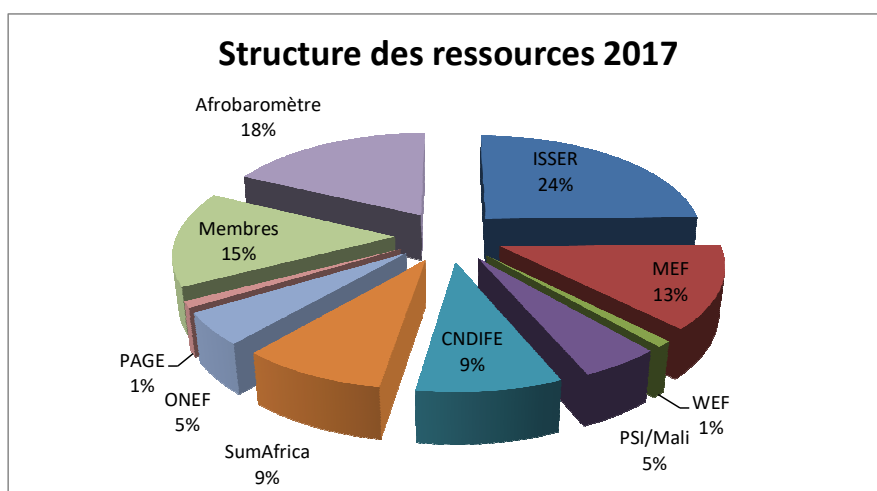
Les dépenses de GREAT se structurent en sept types de dépenses : Etude et recherche, Enquête, Fonctionnement institutionnel, Communication et publication, Fonctionnement, Impôt et taxe et Charge sociale.

Au regard de la structure des dépenses, nous avons constaté que la part, la rubrique publication et communication avait passé du simple au triple en 2016 à cause de l'organisation des journées du savoir et en 2017, elle a passé du triple au simple. La part du fonctionnement institutionnel a légèrement augmenté par rapport 2016 qui avait aussi augmenté par rapport à 2015. En 2017 les enquêtes ont été dissociées des études et recherches malgré tout, elles représentent plus de la moitié des dépenses. Les dépenses liées au renforcement de capacité sont moins de 1% des dépenses.



8.3. Source de financement

En 2017, les activités de GREAT ont été principalement financées par ISSER/AGRA avec la plus grande contribution soit 25% suivi du réseau Afrobaromètre avec 18%, la contribution des membres occupe la troisième place avec 15%, le MEF se place en quatrième position avec 13%. A ces quatre grands bailleurs de GREAT s'ajoutent le CNDIFE avec 9%, Wageningen University (Pays bas) avec 9%, ONEF et PSI/Mali sont à 5% chacun, PAGE et WEF sont 1% chacun. Il faut noter que la contribution d'ISSER/AGRA a baissé de plus que la moitié. Cela peut s'expliquer par arrivée de nouveaux bailleurs potentiels comme le réseau Afrobaromètre qui est un partenaire depuis plus de 15 ans dont l'intervention est biannuelle et Wageningen University. Plus de la moitié de ces financements était destinée aux enquêtes et un peu plus du quart aux études et recherches et le reste servait à financer les autres rubriques de dépenses.



9. Programme d'activités 2018



Le programme d'activités de 2018 est élaboré dans un contexte de consolidation des acquis de nos expériences. Il s'insère également dans le prolongement des domaines identifiés au cours de 2017.



📌 Programme prévisionnel d'activités

1. Etudes et recherche	
Gouvernance	✓ Impacts et séquelles de la crise et du conflit du Nord ✓ Priorisation du développement et des ODD ✓ Plus importants problèmes et priorisation nationale des ODD ✓ Perceptions populaires de la migration ✓ Gouvernance économique et sociale du Mali ✓ La confiance dans tous ses états ✓ De la vitalité de la démocratie au Mali
Analyse budgétaire	✓ OBI Indice de transparence budgétaire du Mali ✓ Transparence budgétaire
Emploi	✓ Marché du Travail ✓ Sous-utilisation de la main-d'œuvre ✓ Emploi des jeunes
Evaluation d'impacts	✓ Evaluation d'impact de projet agricole ✓ Evaluation d'impacts genre ✓ Compétitivité des entreprises ✓ MEGC: Fiscalité et croissance économique au Mali ✓ Evaluation des politiques commerciales
Divers	✓ Perceptions populaires du changement climatique ✓ Fiscalité et inégalités de revenu au Mali ✓ De l'égalité genre ✓ Violences faites aux femmes ✓ Mobilisation de ressources, financement du développement et partenariat
2. Enquêtes	✓ Enquêtes de base ✓ Enquêtes de suivi ✓ Enquêtes régulières ✓ Enquêtes légères ✓ Enquête quantitative de perceptions ✓ Enquête qualitative de perceptions
3. Formation et renforcement de capacités	✓ Formation en anglais ✓ Formation en méthodologie de rédaction scientifique ✓ Evaluation d'impacts ✓ Modélisation ✓ Programmation CAPI ✓ Echantillonnage informatique ✓ Excel ✓ Logiciel d'échantillonnage ✓ Ms Project

	✓ Formation en Excel approfondi ✓ Excel ✓ Eviews ✓ Ecoles Afrobaromètre en science politique et en communication
4. Communication	✓ Actualisation de la "Base de connaissances" de GREAT ✓ Plaidoyer pour la transparence budgétaire ✓ Dissémination des résultats d'études ✓ Conférences et colloques sous-régionaux, régionaux et internationaux
5. Publications	✓ 6 numéros de "Les Great_Cahiers" ✓ 12 numéros de "Le Great_Savoir" ✓ 3 numéros de "Great_Café"
6. Partenariat	✓ OMS ✓ INSTAT et CPS ✓ Afrobaromètre ✓ DNPD ✓ PEP ✓ CPM (Comité de prévision et de modélisation) ✓ CSLP ✓ USSGB ✓ CABRI-IBP ✓ UE ✓ World Economic Forum ✓ Banque Mondiale ✓ Fafo
7. Fonctionnement institutionnel	✓ Mise à jour du plan stratégique ✓ Révision de plan de communication ✓ Révision de plan de mobilisation de ressources ✓ Réunions régulières des instances

👉 Tableau de bord 2018

	Thèmes	Délai	Responsable	Observations
Etudes et recherche	Rapports Afro 7			
	1. Impacts et séquelles de la crise et du conflit du Nord		FK	
	2. Priorisation du développement et des ODD		MC	
	3. Plus importants problèmes et priorisation nationale des ODD		MC	
	4. Perceptions populaires de la migration		FS	
	5. Perceptions populaires du changement climatique		BB	
	6. De l'égalité genre		FS	
	7. Gouvernance économique et sociale du Mali		BB	
	8. La confiance dans tous ses états		DD	
	9. De la vitalité de la démocratie au Mali		BC	
	MEGC (Fiscalité et croissance économique au Mali)		BC	
	Transparence budgétaire		BB	
	Fiscalité et inégalités de revenu au Mali		FK	
	Evaluation d'impacts genre		FK	
	Rapport annuel 2017 sur le marché du travail		MC	
	Evaluation des politiques commerciales		MC	
	SOR Afro		FS	
	Emploi informel et genre		MC	
	Travail domestique non rémunéré		FK	
	Violences faites aux femmes		BB	
	Mobilisation de ressources, financement du développement et partenariat		FK	
	Environnement et changement climatique		BB	
	Rapport d'enquête diagnostic		MC	
	Diagnostic stratégique du développement durable		MC	
	Etude de perceptions des populations		BB	
	Etude du secteur privé		BB	
	Evolution des indicateurs socio-économiques du Mali		BC	
	Recueil des bases de données sur les conditions de vie des ménages		MC	
Enquêtes	Enquêtes de suivi AGRA		BC	
	Enquête diagnostic de la société		BC	
	Enquête de monitoring		BC	
	Enquête WEF		BC	
	Enquêtes d'évaluation d'impact de la formation		BC	
	Enquête auprès du secteur privé		BB	
	Enquête quantitative de perceptions		BB	
	Enquête qualitative de perceptions		BB	

	Enquête de satisfaction		BB	
Formation et capacitation	Anglais (vendredi 14h-18h)		FK	
	Formation en méthodologie de rédaction scientifique		MC	
	Evaluation d'impacts		FK	
	Modélisation		BC	
	Manuel de modélisation en équilibre général calculable		BC	
	Programmation CAPI		DD	
	Manuel CAPI		DD	
	Echantillonnage informatique		MC	
	Ms Project		BB	
	Formation en Excel approfondi		MC	
	Excel		BD	
	Eviews		FS	
	Ecole Afro		BC	
	Manuel de cadrage budgétaire CBMT		BB	
	Manuel d'évaluation d'impacts		FK	
	Manuel de transparence budgétaire		BB	
	Manuel d'analyse budgétaire		BB	
	Manuel de plaidoyer		BB	
	Manuel d'échantillonnage		MC	
Communication	Gestion "Base de connaissances"		DD + FS	
	Great_Cahiers		FS	
	Great_Savoir		FS	
	Great_Formation		FS	
	Great_Café		DD	
	Révision de plan stratégique		MC	
	Révision de plan de communication		FS	
	Révision de plan de mobilisation de ressources		BB	
	Think Tank UEMOA		MC	
	Concept Notes Great_Université		MC	
Publications	Great_Cahiers		FS	
	Great_Savoir		FS	
	Great_Formation		FS	
	Rapport d'activités		FS	
	Livre sur le marché du travail		MC	
	Livres divers		MC	
	Partenariat		BD	
	Congés annuels		DD	
	Suivi d'exécution des activités		FS	
	Rapport d'activités 2017		DD	
	Rapport financier 2017		BD	

Conclusions

Année après année, grâce au professionnalisme du Groupe et à son réseau de collaborateurs, GREAT est entrain de s'imposer au Mali et aux yeux de ses partenaires comme un think tank d'excellence en matière de recherche et d'études dans les domaines des sciences sociales en général et dans ceux du développement durable, de la croissance économique, de l'emploi, des finances ou encore de la santé et du genre.

Cette année 2017 a été marquée par une collaboration réussie avec le CNDIFE, un organisme public travaillant dans le cadre de la prise en compte du genre dans tous les domaines de la vie publique. Ainsi, l'on a pu développer avec cet organisme, entre autres, un outil de collecte de données sur les violences faites aux femmes. Cet outil issu d'une recherche expérimentée sur les communes de Bamako et de son hinterland a permis de se faire une idée quoique partielle des types de violences subies par les femmes au sein des foyers et en dehors. Par ailleurs, toujours dans le cadre de la même collaboration, GREAT a pu estimer à 9 milliards d'heures annuelles de travail domestique non rémunéré pour une valeur totale annuelle d'au moins 657 milliards de fcfa en 2016.

Nos résultats de recherche constituent pour beaucoup de partenaires des références aussi bien en termes de méthodologies développées que de recommandations. Avec cette expertise, GREAT pourrait être considéré comme "petite cause, grands effets" par ses réalisations au plan scientifique, au plan communicationnel et en matière de renforcement de capacités.

A l'instar des autres années, GREAT a procédé à une programmation annuelle des activités à réaliser en 2018. La réalisation des activités inscrites dans le plan annuel dépend de la mobilisation d'un financement long sous forme de subventions ou d'appui institutionnel. Toutefois, GREAT cherche à répondre aux différentes sollicitations des partenaires potentiels en matière de recherche, d'enquêtes et/ou de renforcement de capacités.

Enfin, un des défis majeurs de GREAT est et demeure la mobilisation de ressources pour financer ses activités de recherche. Il sera donc judicieux pour GREAT d'actualiser son plan de mobilisation des ressources et de le soumettre à différents partenaires.

.